ESSO S.A.F

RAPPORT ANNUEL 1978

Déclaration de M. H. Lamaison
Président-Directeur Général

Mesdames, Messieurs,

Les comptes de résultats de votre société font apparaître un bénéfice de 86 millions de francs, qui provient pour 72 millions du dividende reçu d'Esso REP.

Les activités propres à Esso S.A.F. - transport, raffinage et distribution - se sont soldées par un résultat de 14 millions de francs, après un complément de 110 millions de la provision pour fluctuation des cours et malgré une baisse de la valeur des stocks de 506 millions liée, presque pour moitié, à la dépréciation du dollar.

La marge brute d'autofinancement qui a atteint 534 millions de francs, est pratiquement au même niveau que pour l'exercice 1977, mais, si l'on tient compte de l'incidence des prix sur la valeur des stocks, nos résultats sont en amélioration par rapport à ceux de l'année précédente.

Aussi, poursuivant notre politique de dividende, je proposerai, au moment des résolutions, de fixer le dividende pour 1978 à 6 francs par action ; ceci portera le revenu global par action à 9 francs, avoir fiscal compris, au lieu de 7,35 francs au titre de 1977.

Nos résultats ont progressé, mais nous devons continuer de les améliorer, pour être en mesure de faire face convenablement au financement des investissements que nous avons entrepris : ils nous ont coûté 302 millions de francs en 1978, contre 211 en 1977, et nos prévisions pour 1979 sont en nette augmentation.

Notre société, malgré une situation générale difficile, demeure solide et continue de préparer l'avenir, comme cela a été illustré par l'Exposition "Esso 100 ans d'histoire en France", et la brochure insérée dans le Rapport Annuel 1978. Cet effort de préparation de l'avenir se traduit non seulement dans le domaine des investissements, mais aussi dans celui des hommes. L'effectif global a légèrement augmenté pendant l'année 1978 au cours de laquelle nous avons embauché 214 personnes.

Investir, embaucher... c'est bien ce que le gouvernement demande aux industriels de faire - et nous le faisons, à la mesure de nos résultats et de nos espérances.

Mais pourrons-nous continuer à le faire ? Nos résultats ne dépendent pas uniquement de nos efforts : ils dépendent largement de l'environnement économique de notre pays. Or, comme vous le savez, l'industrie pétrolière est actuellement fortement perturbée, par suite de l'instabilité qui s'est instaurée dans les conditions d'approvisionnement en pétrole brut, tant pour les quantités qui sont insuffisantes, que pour les prix qui ne cessent d'augmenter.

Il faut que soit rapidement rétabli le degré de stabilité nécessaire au développement (sinon au maintien) des échanges internationaux, et, finalement, à la poursuite du progrès économique et social. A cet effet, les compagnies pétrolières continueront leur coopération avec les pays producteurs et avec les pays consommateurs. Il appartient aux gouvernements de ces derniers de promouvoir vigoureusement toutes les économies d'énergie financièrement justifiées, et de maintenir les conditions économiques permettant le développement nécessaire de toutes les formes d'énergies.

A cet égard, la politique pétrolière de notre pays devrait être clarifiée dans l'immédiat. Les augmentations répétées du prix du pétrole brut et les difficultés actuelles d'approvisionnement rendent impérative la réalisation d'économies substantielles de consommation, qui ne peuvent malheureusement avoir d'effet instantané. Par contre, il faut tout de suite décider de répercuter sans délai toute augmentation du prix du brut dans le prix des produits contrôlés.

A ce sujet, je tiens à redire avec force que le délai de 45 jours, utilisé par les Pouvoirs publics pour retarder la répercussion des hausses du prix du brut dans le prix des produits, est purement arbitraire et ne repose sur aucune réalité économique.

résolutions

Esso S.A.F.
Assemblée Générale Ordinaire
Mardi 12 Juin 1979

Première résolution
L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 1978, approuve ces rapports ainsi que le bilan et les comptes de résultats de l'exercice clos le 31 décembre 1978, tels qu'ils ont été arrêtés et présentés.

Deuxième résolution
L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial établi par les Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966, approuve purement et simplement lesdites conventions.

Troisième résolution
L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 1978, soit F 86 108 201,28 de la façon suivante :

– Réserves facultatives	F 5 248 543,72
– Réserve spéciale des plus-values à long terme ...	F 9 223 802,66
– Dividende	F 71 507 760,00
– Report à nouveau	F 128 094,90
Total	F 86 108 201,28

Le dividende net ressort à F 6,00 pour chacune des 11 917 960 actions de F 50,- nominal, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 3,00 soit un revenu global de F 9,00.

Le dividende (coupon N° 45) sera payable le 19 juin 1979 aux guichets des établissements suivants :
– Banque de Paris et des Pays-Bas
– Morgan Guaranty Trust Co of New York
– Société Générale
– Crédit Lyonnais
– Banque Nationale de Paris
– Crédit Commercial de France
– Crédit Industriel et Commercial
– Banque de l'Union Européenne

L'Assemblée Générale constate que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1975	11 917 960	F 3,50	F 1,75	F 5,25
1976	11 917 960	F 3,73	F 1,865	F 5,595
1977	11 917 960	F 4,90	F 2,45	F 7,35

Quatrième résolution
L'Assemblée Générale donne quitus de leur gestion :
– au 22 juin 1978 à :
MM. Jacques Ballet
André Dubois
– au 31 décembre 1978 à :
MM. Louis Chaperon
Francis Fabre
Jean Forgeot
Michel Kopff
Henri Lamaison
Gustave Rambaud
Jean Rauzier

Cinquième résolution
L'Assemblée Générale élit comme administrateurs pour une durée expirant à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire qui approuvera les comptes de l'exercice 1979 :
MM. Louis Chaperon
Francis Fabre
Jean Forgeot
Michel Kopff
Henri Lamaison
Gustave Rambaud
Jean Rauzier

Sixième résolution
L'assemblée Générale fixe à F 140 000 le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice 1979.

Nous payons le pétrole au prix du jour du chargement des navires et ni les délais de route, ni les délais de paiement consentis par les fournisseurs, ne changent cette vérité. Ce délai de 45 jours, qui semble devenir un dogme, doit être supprimé. Car ce retard apporté à l'augmentation des prix contrôlés, l'insuffisance chronique de ces augmentations, risquent à terme de compromettre gravement les possibilités de financement des investissements nécessaires à l'industrie pétrolière française, et, dans l'immédiat, de rendre encore plus difficile l'approvisionnement du pays. Il est clair que les Pouvoirs publics doivent agir rapidement dans ce domaine des prix contrôlés.

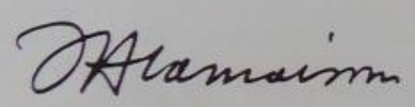
Vous ayant donné l'essentiel sur les résultats d'Esso S.A.F. et sur l'environnement dans lequel elle opère ses activités, je dois maintenant vous dire que je ne demanderai pas le renouvellement de mes fonctions de Président, puisque j'ai atteint l'âge normal de départ d'Esso S.A.F. Il sera proposé à votre Conseil d'Administration d'élire Monsieur Michel Kopff à la présidence de votre société.

Je vous rappellerai que j'ai été élu Président il y a six ans, juste avant la crise de 1973 : depuis cette date, l'environnement, économique et pétrolier, n'a pas été facile. Mais il s'est encore aggravé depuis quelques mois, et mon successeur va prendre la barre à un moment où les événements sont préoccupants. Fort heureusement, Michel Kopff est parfaitement préparé à faire face aux responsabilités qui l'attendent.

Ancien élève de l'École Polytechnique et de l'École Nationale du Pétrole et des Moteurs, il a consacré presque 20 ans de sa carrière à l'exploration et à la production du pétrole brut. Il a également acquis une grande expérience des problèmes d'approvisionnement et de logistique - sur le plan français et sur le plan international. Depuis 1973, il m'a très efficacement aidé dans la Direction Générale de votre société et il vient de passer plusieurs mois aux États-Unis, comme Assistant du Président du Groupe Exxon.

Michel Kopff présidera aux destinées de votre société avec talent, efficacité et détermination.

Je ne voudrais pas terminer ces propos sans remercier sincèrement les collaborateurs d'Esso S.A.F. qui sont les artisans de nos résultats, et qui m'ont secondé sans relâche dans la défense des intérêts de votre société et dans la préparation de son avenir.



	Jacques Ballet président d'honneur
conseil d'administration	Henri Lamaison président Louis Chaperon administrateur Francis Fabre administrateur Jean Forgeot administrateur Michel Kopff administrateur Gustave Rambaud administrateur Jean Rauzier administrateur
comité consultatif	Henri Lamaison président-directeur général Michel Kopff directeur général William R. Brunger directeur finances Michel Pauwels directeur et secrétaire général Jean Rauzier directeur général des ventes Claude Roux directeur logistique
contrôleur	Jacques de Guenin
trésorier	Louis Coignard
commissaires aux comptes	André Amic titulaire Daniel Dudon titulaire Jean-Michel Garnier suppléant

Société Anonyme Française	au capital de 595 898 000 F. 6, avenue André Prothin Courbevoie (Hauts-de-Seine) adresse postale : Cedex 2 92080 Paris La Défense

20 avril 1979

rapport annuel 1978

rapport du conseil d'administration 2

données financières 17

filiales et participations 20

compte d'exploitation et compte de pertes et profits Esso S.A.F. 23

bilan Esso S.A.F. 24

bilan consolidé Esso S.A.F. et Esso REP. 26

compte d'exploitation et compte de pertes et profits consolidés Esso S.A.F. et Esso REP. 28

rapport des commissaires aux comptes 29

documents présentés à l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 1979
communiqués au comité central d'entreprise les 7 et 8 juin 1979

en bref

	1973	1974	1975	1976	1977	1978
						millions de tonnes
brut traité en raffinerie	16,3	15,5	13,8	15,6	16,3	16,0
ventes totales de produits finis et intermédiaires	16,4	15,6	14,9	16,7	16,6	17,3
						millions de francs
chiffre d'affaires commercial hors taxes	3 824	7 953	8 185	10 048	10 970	11 582
salaires et dépenses sociales	377	442	491	544	599	672
dépenses d'immobilisations	643	318	344	129	211	302
besoins totaux de financement	1 119	2 120	504	936	696	912
marge brute d'autofinancement :						
– variation des stocks incluse	633	927	567	679	533	534
– disponible après variation des stocks	414	– 344	437	81	271	1 040
bénéfice net de l'exercice	58	0	45	99	58	86

rapport du conseil d'administration

L'environnement mondial

Pour l'ensemble des pays industrialisés regroupés dans l'O.C.D.E., la croissance économique est restée modérée en 1978 : de l'ordre de 3,5 %, soit un taux très voisin de celui obtenu l'année précédente. En Europe, l'évolution a été légèrement plus favorable qu'en 1977 et les perspectives établies par l'O.C.D.E. en fin d'année annonçaient une amélioration sensible pour 1979.

Cependant, des progrès ont été réalisés dans trois domaines : la maîtrise de l'inflation, l'équilibre des comptes extérieurs, la tenue des taux de change.

Avec un peu moins de 8 %, la hausse des prix à la consommation est la plus faible enregistrée dans la zone O.C.D.E. depuis 1973. D'une année sur l'autre, l'Europe aura réussi une bonne performance en ramenant son taux d'inflation de 11 % à 9,3 %.

Elle aura obtenu des progrès encore plus remarquables en ce qui concerne ses échanges extérieurs : d'équilibrée en 1977, sa balance commerciale est devenue excédentaire de 20 milliards de dollars en 1978. Dans le même temps, le surplus commercial des pays de l'O.P.E.P. s'est réduit de 61 milliards de dollars à 43 milliards mais le déficit des pays en voie de développement, non producteurs de pétrole, s'est encore aggravé pour atteindre 34 milliards de dollars.

Enfin, une perception plus aiguë de l'effet déstabilisateur occasionné par les variations brutales des taux de change a suscité un renforcement des politiques précédentes et des initiatives nouvelles telles que le soutien concerté du dollar par la banque fédérale américaine et les banques centrales des pays industrialisés et l'accord sur un système monétaire européen.

Freinée par une réduction généralisée des stocks au premier semestre, puis par l'arrêt progressif de la production iranienne en fin d'année, la production mondiale de pétrole brut s'est élevée à 3 050 millions de tonnes, soit seulement 1 % de plus qu'en 1977. Pour la cinquième année consécutive, la production de la zone O.P.E.P. reste inférieure à celle de 1973 et si elle joue toujours un rôle essentiel dans la production mondiale, sa part décroît : 48 % en 1978, 53,5 % en 1973. Au cours de l'année, l'importance des réserves du Mexique a été confirmée. Au vu des estimations faites en fin d'année sur les réserves publiées – 6 milliards de tonnes – le Mexique se situe au cinquième rang mondial, mais certains experts lui attribuent un potentiel nettement supérieur.

D'abondante pendant la première partie de l'année, l'offre de pétrole brut devenait ensuite plus tendue, notamment par suite du ralentissement de la production iranienne. En fin d'année, l'aggravation de la situation politique en Iran accroissait les craintes de pénurie, gonflait la demande et incitait l'O.P.E.P. à majorer le prix du brut de référence – l'Arabian Light – de 14,50 % en 4 étapes au cours de 1979. L'importance de cette hausse a surpris ; elle aura des effets défavorables sur les économies des pays consommateurs, et notamment sur le niveau de vie et de l'emploi. Au début de 1979, les tensions sur les approvisionnements se sont précisées, l'arrêt des exportations iraniennes n'étant que partiellement compensé par d'autres pays producteurs.

En Europe, le développement des gisements de la mer du Nord s'est poursuivi. La production approche maintenant un rythme annuel de 100 millions de tonnes ; la consommation ayant peu progressé, les importations ont diminué pour la seconde année consécutive. Grâce à une meilleure adaptation du taux de marche des raffineries, le raffinage européen a enregistré au cours du deuxième semestre une légère amélioration de ses résultats financiers.

L'environnement national

L'économie française a retrouvé en 1978 une certaine marge de manœuvre en obtenant un excédent de sa balance commerciale de F 2,5 milliards et aussi grâce à un ralentissement de la hausse des prix au cours du deuxième semestre. La progression de la production nationale (3 %) a permis une nouvelle amélioration du niveau de vie moyen mais est restée insuffisante pour éviter une aggravation du chômage. Toutefois, les signes d'une reprise apparaissent en fin d'année, ouvrant la perspective d'une activité plus soutenue en 1979. Il faut espérer que cette amélioration ne sera pas compromise par des difficultés excessives sur les approvisionnements en pétrole brut sous leurs deux aspects : quantités et prix.

Soucieux d'adapter sa politique économique au nouveau contexte international et de permettre aux entreprises françaises d'en saisir les opportunités, le gouvernement s'est engagé vers un plus grand libéralisme. L'objectif est en fait de rendre aux entreprises la pleine responsabilité de leur gestion, l'une des mesures les plus significatives ayant été la libération des prix des produits industriels. L'importance de cette évolution ne doit pas être sous-estimée car cette nouvelle politique économique rompt largement avec celle poursuivie depuis 30 ans. C'est pourquoi ses conséquences ne pourront être appréciées qu'à moyen terme.

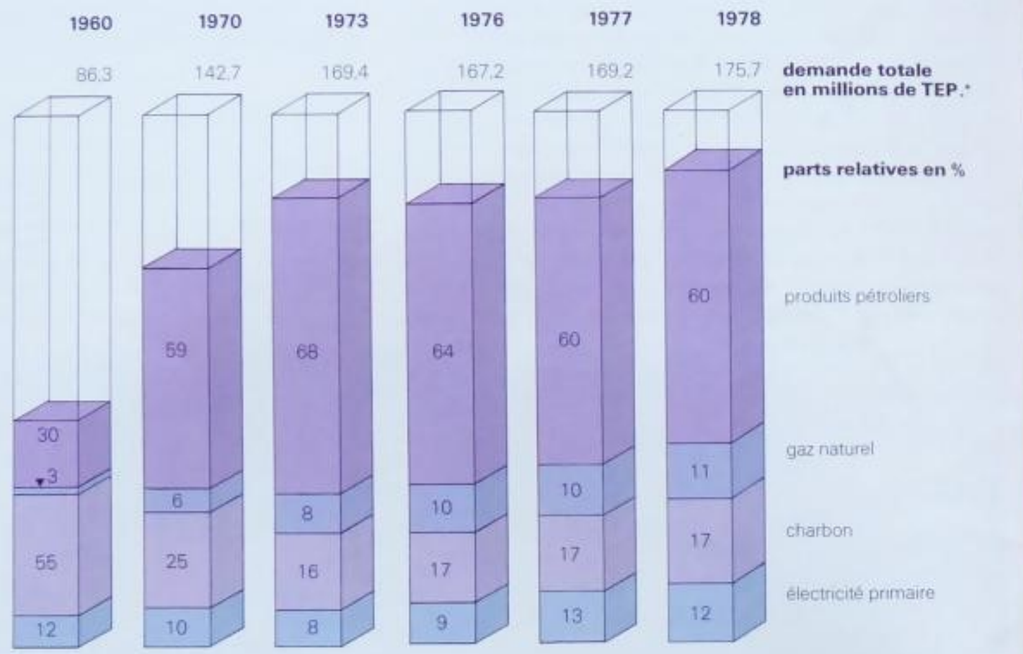
1978 a été une année normale du point de vue climatique, il y a eu compensation entre un premier semestre pluvieux et un automne sec. Les livraisons de produits pétroliers au marché intérieur sont en augmentation de 4,6 % par rapport à l'année précédente pour laquelle les consommations de fuel lourd avaient été particulièrement basses. Les réceptions de pétrole brut ayant été freinées par des grèves dans les ports et les réceptions de produits finis, surtout de distillats, ayant été inférieures à la normale, les stocks de brut et de produits finis au 31 décembre étaient relativement bas. La baisse du dollar (– 8 % en moyenne annuelle) a par ailleurs réduit le coût total des importations de pétrole brut et contribue d'une façon significative au redressement de la balance commerciale.
En dépit de cette baisse – la tonne moyenne importée ressortant à F 466 contre F 493 en 1977 – les prix au consommateur des carburants et du fuel domestique ont augmenté fortement du fait d'une augmentation importante des taxes. Par exemple, le prix de reprise en raffinerie du super-carburant a baissé de 10 centimes entre le 1er janvier et le 31 décembre, mais, en même temps, les taxes diverses ont été majorées à 4 reprises pour un total de 40 centimes. Le prix du supercarburant à la pompe a augmenté de 13 %, soit nettement plus que la hausse générale des prix, les taxes représentant plus des deux tiers du prix de vente. De même pour le fuel domestique : augmentation de 10,3 % du prix de vente résultant d'une baisse de 6,4 % du prix de reprise et d'un accroissement de 81,5 % des taxes. Au cours des derniers mois de l'année, les prix de reprise des carburants et des distillats ont ainsi été maintenus à des niveaux très inférieurs à ceux pratiqués sur les marchés européens.

L'Esso Gascogne, navire d'Esso S.A.F. de 250 000 t. décharge à Antifer près du Havre du pétrole brut destiné à la raffinerie de Port-Jérôme. La capacité globale de transport de la flotte d'Esso S.A.F. qui se compose de 8 grands pétroliers modernes, atteint 2 millions de tonnes. Tous ces navires sont dotés de systèmes d'aide à la navigation et d'équipements de sécurité tels que des centrales de production de gaz inerte. Tous pratiquent le lavage des citernes au pétrole brut qui contribue, avec la procédure du load on top, à la réduction de la pollution des mers.

En liaison avec la volonté de libéralisation du Gouvernement, l'aménagement du régime pétrolier français, régi par la loi de 1928, a été entrepris au cours du deuxième semestre. A la fin de l'année, beaucoup d'imprécisions subsistaient et rendaient difficile une appréciation sur la portée et les conséquences de la réforme. Directionnellement, le Gouvernement s'est déclaré décidé à libéraliser la distribution et l'importation de produits raffinés tout en contrôlant plus étroitement les approvisionnements. L'avenir dira si ces objectifs sont compatibles, mais cette évolution implique la clarification des nouvelles règles du jeu et la prise en compte des charges et contraintes qui pèsent sur le transport du brut et son raffinage. Cette clarification est particulièrement nécessaire en cas de tensions sur les approvisionnements.

Évolution des besoins d'énergie primaire en France

marché civil énergétique

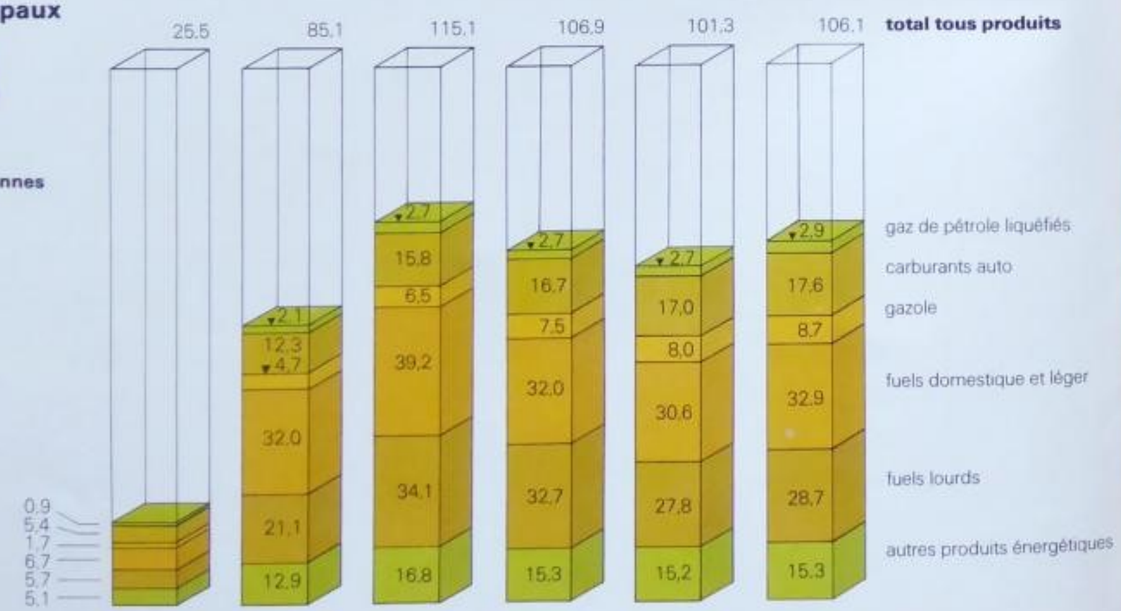


* valorisation en tonnes équivalent pétrole (T.E.P.) établie à partir d'un bilan en thermies.

Livraisons des principaux produits pétroliers en France

marché civil énergétique

millions de tonnes



Esso. recherche et développement

Dès la fin des années 20, des recherches sur la qualité des produits étaient effectuées par Esso en France, dans un laboratoire à Paris et à la raffinerie d'huile de La Mailleraye. Ces activités furent par la suite regroupées à Port-Jérôme et leur expansion entraîna, en 1961, la création du Centre de Recherche de Mont-Saint-Aignan, à proximité du complexe universitaire de Rouen, les installations semi-industrielles restant situées à Port-Jérôme pour profiter du support logistique de la raffinerie.

56 ingénieurs et 124 techniciens et employés constituent le personnel du Centre de Recherche et des installations de Port-Jérôme. Le Centre reçoit également tout au long de l'année, une quarantaine d'élèves stagiaires poursuivant leurs études.

Outre des laboratoires de physico-chimie où sont faites les études sur la qualité des produits pétroliers et chimiques, les installations comportent des équipements d'études de procédés tels que le laboratoire haute pression où s'effectuent les réactions catalytiques d'hydrotraitement, des bancs d'essais moteurs, des appareils de combustion, en particulier un four industriel à fuel lourd, des ateliers d'essai des lubrifiants, des graisses et des bitumes, etc. Le Centre est également doté d'appareils modernes d'analyse physique et d'un ordinateur pour calculs scientifiques.

Le Centre de Mont-Saint-Aignan est spécialisé dans plusieurs domaines de recherches pour lesquels il assume un rôle d'expert pour l'ensemble du Groupe Exxon, et effectue d'autre part des études destinées à satisfaire les besoins spécifiques des sociétés du Groupe Esso en France (Esso S.A.F. et Esso Chimie), dans les domaines pétroliers et chimiques.

Depuis sa création, le Centre a déposé plus de 600 brevets. Parmi les nombreuses applications auxquelles les recherches ont abouti, on peut citer :

- un procédé de préparation d'huiles blanches médicinales de très haute qualité satisfaisant à des contraintes écologiques sévères. La première usine au monde utilisant ce procédé fonctionne depuis 1973 à Port-Jérôme et exporte une grande partie de sa production.
- une technique de raffinage par hydrogénation d'huiles isolantes pour transformateurs, d'une grande stabilité à l'oxydation.
- le développement, en collaboration avec les autres laboratoires Esso, d'huiles moteurs satisfaisant les exigences techniques de l'ensemble des constructeurs européens, et particulièrement de Peugeot avec qui des contacts techniques fructueux sont entretenus en permanence.
- le développement d'une gamme de fluides hydrauliques minéraux anti-usure, pour applications industrielles et usages automobiles.
- un dispositif de combustion des fuels lourds dans les fours industriels, permettant une économie sensible d'énergie et une amélioration de la qualité de combustion. Ce dispositif est en service dans les raffineries d'Esso S.A.F. et dans plusieurs raffineries du Groupe Exxon.
- une technologie de dimensionnement des chaussées à base de bitumes, permettant d'atteindre au moindre coût une plus grande résistance mécanique et une réduction de l'ornérage, qui fait actuellement l'objet d'un développement sur le plan international.
- des procédés de production d'acides sulfoniques de synthèse et de résines de pétrole utilisés à l'usine d'Esso Chimie à Notre-Dame-de-Gravenchon pour ravitailler le marché intérieur et des marchés importants à l'exportation.

Esso REP et la recherche pétrolière en France

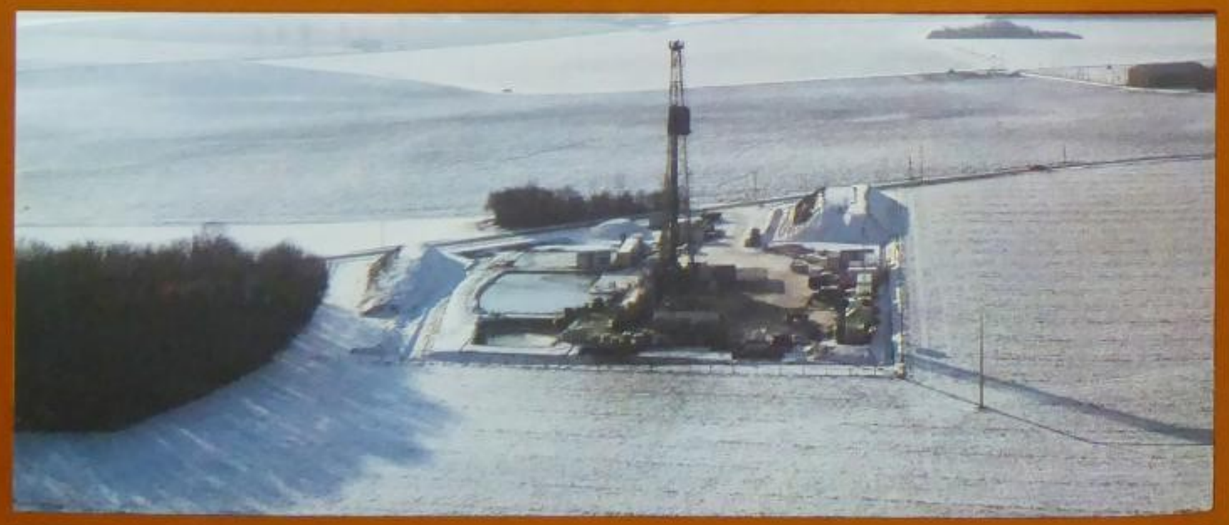
En 1947, Esso déposa une demande de permis de recherches sur une zone du Bassin-Aquitain considérée jusque-là comme sans intérêt. Dès l'octroi du permis, en 1951, Esso mit en œuvre des méthodes sismiques très avancées pour l'époque. Le 24 mars 1954, le pétrole jaillissait à Parentis. Ensuite, d'autres gisements de moindre importance ont été découverts. Esso REP fut la première à effectuer des forages en mer, au large des côtes françaises. Lancée en 1966, l'exploration du permis "Landes Atlantiques" s'est achevée en 1977 : dix puits ont été forés sans résultat commercialement exploitable, ce qui montre combien la recherche pétrolière reste une entreprise hasardeuse, nécessitant des moyens considérables et comportant des échecs parfois nombreux avant la réussite. Fidèle à sa vocation d'exploration des ressources métropolitaines, Esso REP participe aux recherches engagées en Mer d'Iroise depuis 1975, pour lesquelles elle avait déposé une demande de permis dès 1967.

Depuis la découverte de Parentis, de loin le plus important gisement découvert en France, Esso REP a extrait plus de 34 millions de tonnes de pétrole brut provenant principalement des gisements de Parentis et de Cazaux. La production annuelle a atteint son apogée en 1965 avec 2 345 000 tonnes et a commencé à décroître trois années plus tard.

En vue de maintenir la pression exercée par les couches aquifères, les opérations d'injection d'eau ont été pratiquées dès la mise en exploitation des découvertes. Ceci n'a pas empêché le déclin normal de la production à partir de 1971. Pour enrayer cette tendance, Esso REP a entrepris plusieurs études sur modèle mathématique visant à préciser le déplacement naturel du pétrole à l'intérieur des roches réservoir de ses principaux gisements. Ces travaux longs et délicats, menés en liaison avec les laboratoires de recherches du Groupe Exxon, ont abouti au lancement en 1975 d'une importante campagne de travaux sur les champs découverts entre 1954 et 1961. A ce titre, 23 forages ont déjà été réalisés et l'équipement de production d'une trentaine de puits anciens a été modifié.

Dans le même temps, Esso REP s'est attachée à appliquer de nouvelles techniques de stimulation de la capacité de production des puits. Celles-ci requièrent une délicate appréciation de nombreux facteurs techniques et la mise en œuvre aléatoire d'agents physiques permettant d'assurer le blocage temporaire des couches productives. L'ensemble de ces interventions a d'ores et déjà conduit à la stabilisation de la production de 1975 à 1977 et permis d'assurer une sensible progression des quantités produites en 1978 par les champs de Parentis, Lugos, Lavergne et Mimizan.
Au total, Esso REP a très sensiblement accru son effort d'exploration au cours des années récentes, traduisant en cela sa conviction que des découvertes sont encore possibles sur le territoire national. Ses dépenses d'exploration dépasseront F 100 millions en 1979.

Enfin, avec la prise de participation dans un permis au Niger, Esso REP concrétise sa volonté de diversification et choisit pour cela un pays faisant partie des zones prioritaires définies par le Gouvernement, en raison de leur appartenance à l'ancienne zone franc et de leur potentiel pétrolier.



Le forage de Vulaines dans la Brie : *Esso REP a entrepris au cours de l'année 1978 une série de forages sur les 2 231 km2 de son permis de Brie. Ces forages ont été décidés à la suite de travaux de prospection géophysique qui ont permis de localiser dans les calcaires du dogger et les grès du trias - situés respectivement à 1 600 et 2 300 m de profondeur - des structures susceptibles de constituer des réservoirs d'hydrocarbures.*

activités de la société et de ses filiales

Exploration et production Esso REP

A la fin de l'année, Esso REP participait en France aux travaux de recherches sur des permis couvrant une superficie de 66.689 km². A l'extérieur, les autorités du Niger ont approuvé la prise d'intérêt de 15 % par Esso REP sur un permis de 117.000 km² situé au sud-est du pays.

Parallèlement, Esso REP a accentué son effort d'exploration et de production sur le territoire français dans deux directions :

- Dans le Bassin Parisien, mettant à profit la possibilité de localiser des structures de tailles limitées grâce aux progrès de la sismique, Esso REP a lancé une campagne de forage en continu sur le permis de Brie qu'elle détient à 100 %. Deux puits avaient été forés à la fin de l'année sans fournir de résultats positifs, et la campagne se poursuivra pendant l'année 1979.

  Dans ce bassin, Esso REP participe à hauteur de 25 % à la poursuite de l'exploration du permis de Sézanne où le forage de Soudron avait mis en évidence la présence de pétrole brut dont l'intérêt commercial demandait à être confirmé.

- En Aquitaine, par le forage de sept puits additionnels et la mise en œuvre de techniques assurant un meilleur drainage des zones productives, le débit du champ de Parentis a été sensiblement accru. Par ailleurs, de nouveaux travaux ont permis de mettre en évidence une extension, et par conséquent, un accroissement du potentiel de ce gisement dont la mise en production remonte à 1954.

Sur le permis de Comminges, auquel Esso REP est associé pour 30 %, le forage de Bonnefont a montré des indices d'huile intéressants. Esso REP est en outre opérateur du puits de Saucède dans la région d'Oloron Navarrenx dont l'objectif se situe à 6.000 mètres. Enfin, l'arbitrage rendu sur le différend frontalier franco-britannique en mer d'Iroise a permis la reprise des travaux du consortium auquel

Vibrosismique près de Cazaux dans les Landes
Poursuivant ses efforts de recherche, Esso REP a effectué une campagne de vibrosismique près de Cazaux dans les Landes. Cette technique géophysique où les ondes sont émises par des appareils vibratoires, est utilisée lorsque les horizons géologiques étudiés sont à faible profondeur et de structure peu complexe. La vibrosismique permet d'éviter l'utilisation d'explosifs comme sources d'émission d'ondes dans les zones urbanisées ou protégées.

Esso REP participe pour 6 %. Le quatrième forage effectué à Levneg n'a pas donné de résultats positifs. L'inventaire de cette zone maritime est cependant loin d'être terminé et un nouveau forage pourrait être exécuté en 1979.

La poursuite de ces efforts entrepris depuis plusieurs années s'était manifestée les années précédentes par l'arrêt du déclin de la production de pétrole brut. En 1978, ils ont permis une légère augmentation de 5,4 % de cette production qui a été portée à 718.906 tonnes.

Exercice de lutte contre la pollution sur le lac de Parentis
La lutte contre la pollution opérationnelle ou accidentelle est une préoccupation permanente pour Esso. Outre des procédures rigoureuses et contrôlées, la lutte contre la pollution comporte des exercices au cours desquels sont simulées les manœuvres à effectuer pour combattre efficacement le déversement accidentel d'hydrocarbures.

Sur le lac de Parentis, épandage de Corexit sur une nappe de pétrole qui a été au préalable ceinturée par un barrage flottant et pompée à l'aide d'un appareil spécialement conçu à cet effet, le "SLURP"

Activités logistiques et industrielles

Un peu plus de 16 millions de tonnes de pétrole brut ont été traitées dans les trois raffineries Esso et dans la raffinerie de Lorraine dont Esso détient 40 %. Ce tonnage est légèrement inférieur à celui de l'année précédente. Les exportations de produits finis ont été du même ordre qu'en 1977 : 1.500.000 tonnes, et le solde des opérations d'importation et d'exportation fait apparaître une balance en devises positive pour environ $ 120 millions. L'effort entrepris pour économiser l'énergie ne s'est pas relâché : de nouvelles économies portant sur l'équivalent de 45.000 tonnes de fuel lourd ont été réalisées dans l'année et des économies substantielles sont attendues de divers projets dont le coût s'élève au total à F 60 millions.

Au cours du mois de novembre, l'approvisionnement en pétrole brut a été sérieusement perturbé par des grèves dans les ports. Par ailleurs, des tensions croissantes sur le marché des bruts et des produits finis liées à l'évolution de la crise iranienne n'ont pas permis de porter les stocks au 31 décembre au niveau souhaité.

La reprise des investissements amorcée en 1977 s'est amplifiée en 1978. Les dépenses d'investissements pour le raffinage se sont élevées à F 178 millions contre F 62 millions en 1977 et il est prévu que ces dépenses augmenteront encore sensiblement en 1979.

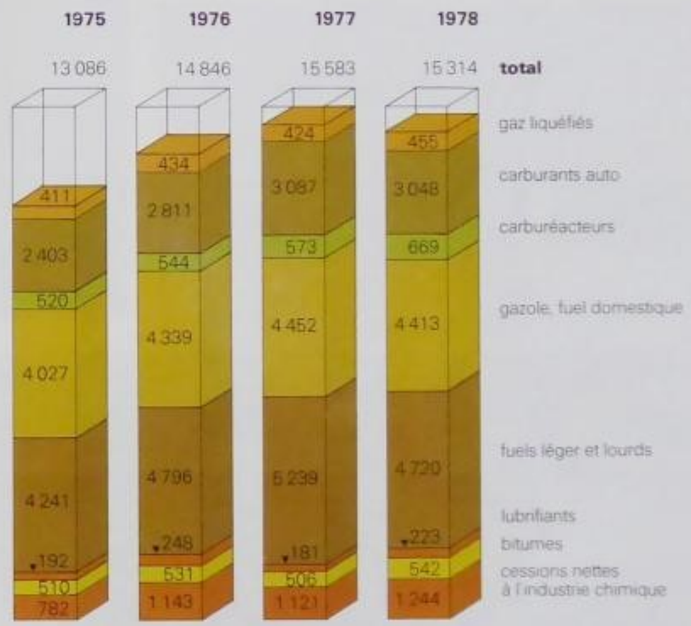
Les réalisations les plus marquantes ont concerné la raffinerie de Port-Jérôme :

- l'augmentation de 25 % de la capacité de craquage catalytique ; opération réalisée de façon satisfaisante, les travaux ayant duré moins longtemps que prévu et le démarrage s'étant opéré dans de bonnes conditions,
- La modernisation et l'automatisation complète par un nouvel ordinateur du contrôle des mouvements et des mélanges de produits.

Production des raffineries Esso S.A.F.

- y compris la part Esso dans la raffinerie de Lorraine
- produits consommés en raffinerie exclus

milliers de tonnes



Pétrole brut traité dans les raffineries d'Esso S.A.F.*

	1975		1976		1977		1978	
Origine	millions de tonnes	%	millions de tonnes	%	millions de tonnes	%	millions de tonnes	%
France	0,67	4,9	0,67	4,3	0,69	4,2	0,76	4,7
Afrique	0,40	2,9	0,64	4,1	0,58	3,5	0,68	4,3
Moyen-Orient	12,48	90,5	14,10	90,4	14,78	90,5	14,16	88,4
Venezuela, mer du Nord	0,24	1,7	0,19	1,2	0,29	1,8	0,42	2,6
	13,79	100,0	15,60	100,0	16,34	100,0	16,02	100,0

* Y compris la part Esso dans la raffinerie de Lorraine

Par ailleurs, les travaux de construction de l'unité de déparaffinage des huiles à Port-Jérôme ont été activement poursuivis et ceux concernant une nouvelle unité de désulfuration des distillats de 3.200 tonnes/jour à Fos ont démarré.

La flotte Esso a un port en lourd de 2 millions de tonnes ; elle est composée de 8 navires modernes équipés d'installations de protection par gaz inerte et de systèmes permettant de laver au pétrole brut la totalité des citernes. L'Esso Provence a été mis à la disposition de la Marine Nationale le 20 novembre pour un exercice de remorquage au large de Brest. Cet exercice, au cours duquel une avarie de l'appareil de gouverne était simulée, faisait partie d'un programme visant à définir les moyens et les procédures à mettre en œuvre lorsque des navires de ce type se trouvent en difficulté.

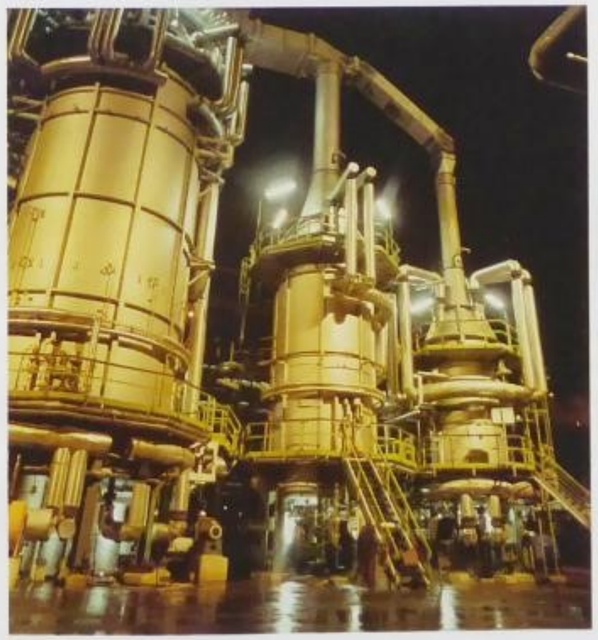
Exercice de remorquage d'un pétrolier sous la direction de la Marine Nationale
Le 20 novembre 1978, l'Esso Provence, pétrolier de 250.000 t d'Esso SAF, s'est prêté à un exercice de remorquage en haute mer. Cette opération dénommée "Grand Azteque", au cours de laquelle l'Esso Provence avait simulé une avarie de l'appareil de gouverne, a permis d'expérimenter les moyens et procédures à mettre en œuvre en cas d'avarie intervenant sur des pétroliers géants, naviguant à proximité des côtes françaises. L'Esso Provence a ensuite repris sa route en direction du golfe Persique.

Inspection métal sur l'unité 1 de la raffinerie de Fos.
Les différents éléments d'une unité de raffinage subissent, au cours des milliers d'heures de fonctionnement ininterrompu, des températures et des pressions très élevées qui à la longue ont une action sur la résistance des métaux et sur le bon fonctionnement des divers appareils. Ils subissent également l'action corrosive du soufre du pétrole brut. Pour éviter toute interruption intempestive dans la marche des unités résultant d'une défectuosité ou d'une panne les unités sont arrêtées périodiquement pour une révision générale, appelée inspection métal. Selon le type d'installation et les conditions de fonctionnement, ces inspections métal ont lieu tous les 2 à 3 ans : elles permettent non seulement de changer les éléments défectueux, mais aussi de procéder aux éventuelles modifications exigées par les nouvelles conditions techniques et économiques.

Remise en place du dôme supérieur du régénérateur du craqueur catalytique équipé de nouveaux cyclones.

Vue générale du chantier ; au premier plan, dôme supérieur du régénérateur en cours de déplacement.

Descente de la partie haute de la cheminée du four de distillation.



Fours d'une unité de reformage catalytique de la raffinerie de Port-Jérôme : des modifications sont en cours pour améliorer leur rendement thermique.

Recherche et développement

En 1978, le Centre de Recherche de Mont-Saint-Aignan a consacré F 37 millions à la recherche. Les travaux ont porté principalement sur la qualité des produits, la protection de l'environnement et les économies d'énergie.

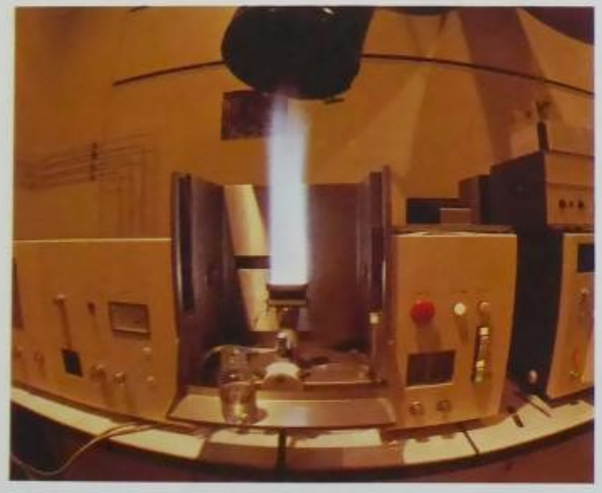
Dans le domaine des carburants, l'utilisation du butane liquéfié a fait l'objet d'études intensives, tant au banc que sur route. Un nouvel additif détergent assurant une meilleure propreté des systèmes d'admission des moteurs à essence a été sélectionné.

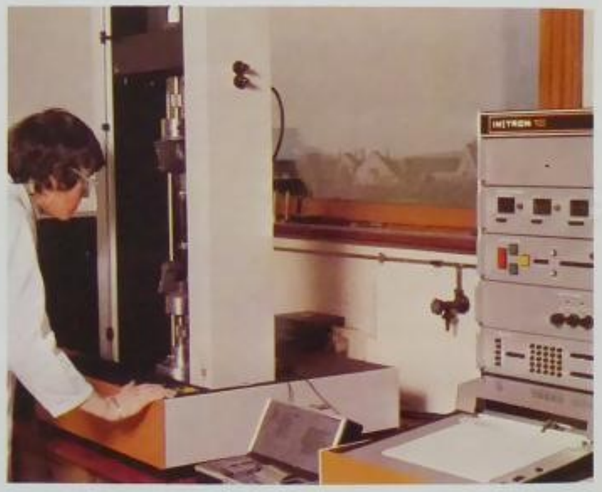
Après le lancement d'une huile spéciale moto 4 T en 1977, une huile Esso - 2 T Motor Oil spéciale moto a été mise au point et commercialisée en 1978. Cette nouvelle huile, dont les performances remarquables ont été démontrées en compétition, maintient une plus grande propreté des systèmes d'échappement. Pour les huiles industrielles, une nouvelle huile isolante pour transformateurs a été approuvée par les principaux laboratoires de l'industrie électrique européenne.
Le Centre de Recherche a poursuivi ses travaux ayant pour objet d'obtenir des économies d'énergie dans la clientèle industrielle par une lubrification adéquate des machines et équipements divers.

Les études concernant des technologies avancées de combustion du fuel domestique et des fuels lourds ont progressé favorablement. Il devrait en résulter une amélioration des rendements énergétiques et une réduction de la pollution.

Des bitumes routiers aux résistances mécaniques élevées ont fait l'objet d'essais commerciaux satisfaisants tandis que le procédé de fabrication des bitumes d'étanchéité a été optimisé.
Les procédés de préparation des acides sulfoniques et sulfonates ont été perfectionnés.

Enfin, des recherches concernant le traitement des effluents en raffinerie et l'élimination de la toxicité de certains produits ont été effectuées.





▲ *Machine de traction utilisée pour l'évaluation et l'élasticité de composés bitumineux employés pour les chapes d'étanchéité.*

◀ *En laboratoire, les traces de métaux peuvent être décelées par la méthode de l'absorption atomique. Celle-ci permet, par exemple, d'évaluer les éléments d'usure dans les lubrifiants ou les composants corrosifs dans les fuels et de contrôler la qualité des effluents de raffinerie.*

Activités commerciales

Dans un marché qui a progressé de 4,6 %, effaçant ainsi le recul enregistré l'année précédente, Esso a maintenu ses positions sur les différents marchés à l'exception des fuels lourds où une attitude sélective a été adoptée en raison de prix dégradés pendant une partie de l'année.

Le rationnement du fuel domestique a été supprimé le 1er octobre, après plus de quatre ans de fonctionnement. Les livraisons de ce produit, particulièrement sensibles à la température, ont augmenté de 8,7 %, mais à température normale la progression ressort à 1,5 %.

L'effort de restructuration et de modernisation du réseau de stations-service Esso a été poursuivi dans une perspective à long terme. Ainsi, le programme de conversion en libre-service continue suivant le rythme prévu. Des stations dont les volumes de vente étaient insuffisants ont été fermées tandis que des stations existantes étaient modernisées afin de mieux répondre aux aspirations de notre clientèle.

L'activité lubrifiants s'est développée favorablement ; la société poursuivant sa politique consistant à livrer des produits de haute qualité, a lancé de nouvelles huiles adaptées aux exigences de la clientèle. Pour l'agriculture, il s'agit d'une huile multifonctionnelle : l'Unifarm Universelle ; pour les transports routiers, une huile diesel longue durée : l'Essolube XD-3 et pour les motocyclettes une Esso 2-T Motor Oil.

Devant l'accroissement du trafic aérien, Esso a étudié avec deux sociétés de construction françaises la création d'un avitailleur de conception entièrement nouvelle. C'est ainsi que deux avitailleurs d'une capacité de 50.000 litres ont été mis en service à Orly.

L'activité Esso Shop s'est poursuivie avec satisfaction, permettant une rentabilité intéressante des investissements consentis en ce domaine.

L'année a été marquée par une évolution importante du cadre dans lequel s'effectue la commercialisation des produits pétroliers. Les prix des fuels lourds, du naphta, des lubrifiants et des bitumes ont été progressivement libérés. Pour les gaz de pétrole liquéfiés et le carburéacteur, les prix à la production sont libérés partiellement et les marges de distribution continuent à être contrôlées. Par contre, les prix des carburants et des distillats sont toujours contrôlés, mais il avait été envisagé de les rendre libres au plus tôt au début de 1980 en même temps qu'interviendrait une certaine libéralisation des conditions d'importation en France des produits raffinés.

Dans ce contexte, de nouvelles structures de prix (barèmes) ont été mises en place dans le courant de l'année afin d'assurer la transparence des prix de vente à la clientèle.

25e championnat de France de labours
Pour la 25e fois consécutive, le championnat de France de labours était organisé par Esso et le Centre National des Jeunes Agriculteurs. Il s'est déroulé le 23 septembre 1978 à Chatillon-sur-Bar dans les Ardennes, où le titre de champion de France a été décerné en présence de plusieurs milliers de spectateurs.

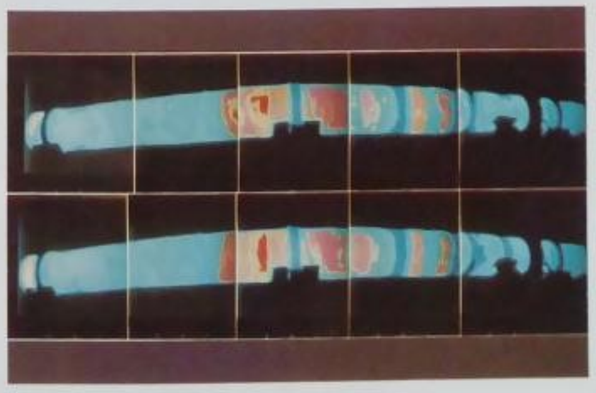
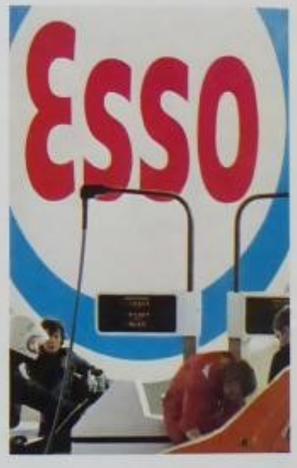
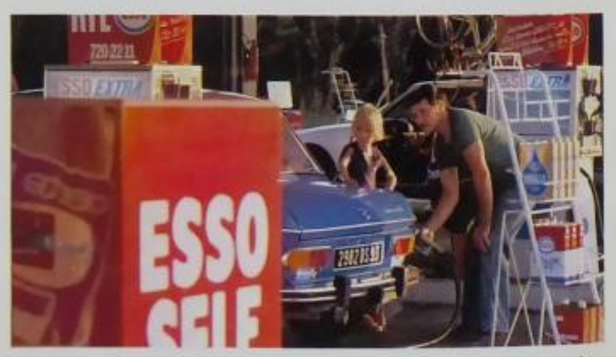


Photo thermographique infra-rouge
Les services techniques de la Direction Générale des Ventes aident les clients d'Esso à résoudre les multiples problèmes posés par une meilleure utilisation de l'énergie.

En collaboration avec la Société des Ciments Lafarge France, une campagne de thermographie infra-rouge a permis d'étudier différents paramètres du fonctionnement d'un des plus récents grands fours à ciment de cette société.

Ventes totales d'Esso S.A.F. correspondant au chiffre d'affaires commercial	**1975**		**1976**		**1977**		**1978**	
	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%
gaz liquéfiés	422	3,1	445	3,0	458	3,1	480	3,1
carburants auto	2 346	17,4	2 580	17,5	2 790	18,8	2989	19,4
pétrole, essence aviation et carburéacteurs	472	3,5	510	3,4	546	3,7	623	4,1
gazole	886	6,6	1 076	7,3	1 147	7,7	1405	9,1
fuel domestique	3 618	26,8	3 859	26,1	3 743	25,2	3 898	25,3
fuels léger et lourds	4 956	36,7	5 390	36,4	5 299	35,8	5 054	32,8
lubrifiants	216	1,6	293	2,0	279	1,9	372	2,4
bitumes et émulsions	580	4,3	631	4,3	563	3,8	591	3,8
total	13 496	100,0	14 784	100,0	14 825	100,0	15 412	100,0
autres produits (essentiellement produits de base vendus à l'industrie chimique)	1 377		1 923		1 786		1 905	





Station-service de Bligny en Côte d'Or
La station de Bligny en Côte d'Or est l'une des grandes stations modernes d'autoroute. L'importante capacité de l'installation permet un service rapide et efficace. Mais l'automobiliste peut y trouver également le calme réparateur et l'ambiance agréable favorisant la détente.

Stages de formation pour les nouveaux engagés ▶
Pour améliorer l'accueil et la formation des nouveaux engagés, et leur permettre de mieux s'intégrer à l'entreprise, des stages spécifiques conçus dans ce but sont organisés par la Direction des Relations Sociales. Ils comportent des séances de présentation des activités de la société, des prises de contact avec les collaborateurs d'Esso, leurs "anciens" au travail, et des visites d'installations ; ici la salle de contrôle central de Port-Jérôme.

Relations humaines

	1975	**1976**	**1977**	**1978**
Effectifs au 31 décembre	4 591	4 538	4 582	4 598
Engagements	107	140	217	214
Promotions internes	505	455	430	528
Salaires*				
• augmentation de la rémunération moyenne :				
– pour le personnel en place durant toute l'année	% 13,9	13,9	11,6	11,9
– sur l'effectif total	% 12,8	12,6	9,4	9,7
• augmentation du coût de la vie	% 9,6	9,9	9,0	9,7
Intéressement en % des salaires	1,9	2,7	1,8	1,1
Activités de formation				
• en % des salaires	3,3	2,8	3,3	2,7
• en % du temps de travail	1,8	1,9	2,7	2,7

* Évolution de décembre à décembre

La société a poursuivi en 1978 le recrutement pour faire face à la mise en œuvre des projets du raffinage et aux départs résultant du plan de retraite.
214 personnes ont été recrutées dont 68 cadres, ce qui a conduit à abaisser l'âge moyen du personnel et à augmenter légèrement les effectifs. Un effort particulier a été fait pour améliorer l'accueil et la formation des nouveaux engagés.
Les rémunérations ont été gérées avec un double souci :

- poursuivre la politique de promotions et d'augmentations individuelles se traduisant, pour le personnel en place, par une augmentation moyenne significative du pouvoir d'achat.
- obtenir, en moyenne, sur l'effectif total, une augmentation du coût de la rémunération limitée à celle du coût de la vie.

La différence entre la rémunération moyenne du personnel partant à la retraite et celle du personnel engagé pour le remplacer, permet d'obtenir ce résultat.

Plusieurs actions spécifiques destinées à mieux connaître les préoccupations et aspirations du personnel ont été menées à bien. Elles ont porté notamment sur les employés administratifs et leur hiérarchie directe et il en est résulté un plan d'action à mettre en œuvre en 1979.

Dans le cadre de la loi du 2 janvier 1978 relative à la concertation avec le personnel d'encadrement, la société a réalisé une enquête d'opinion s'adressant non seulement aux cadres, mais aussi aux agents de maîtrise et aux techniciens exerçant un commandement. Cette enquête, dont les résultats ont été communiqués au personnel, servira de base à des études approfondies destinées à dégager des mesures concrètes.

En 1978, Esso a consacré 2,7 % de la masse salariale à la formation de son personnel (obligation légale 1,1 %). L'accent a été mis sur les actions destinées à permettre au personnel, et en particulier aux ouvriers, de suivre l'évolution des techniques. La formation humaine et sociale, s'adressant à toutes les catégories de personnel et visant essentiellement à améliorer les communications dans l'entreprise, n'a pas été négligée pour autant. En particulier, un nouveau stage "Diriger demain" destiné à l'encadrement moyen et supérieur a été lancé.

Malgré l'intensification des efforts menés à tous les niveaux pour améliorer la prévention des accidents, les résultats de 1978 n'ont pas été tout à fait aussi bons que ceux de l'année précédente. Toutefois, si le taux de fréquence des accidents du travail s'est élevé à 3,6 accidents par million d'heures travaillées contre 3,4 en 1977, il reste très inférieur à celui de l'ensemble de l'industrie française (39 accidents par million d'heures travaillées).

Filiales

Outre sa principale filiale Esso REP, Esso S.A.F. possède une participation de plus de 50 % dans les sociétés suivantes :

- La Société Immobilière Paris-Niel, propriétaire de terrains et de stations-service,
- L'Office Privé d'Assurances et de Courtages qui négocie et gère les polices d'assurances des sociétés du groupe Esso en France,
- La Société d'Exploitation du Parking de la Place d'Anvers et la Société d'Exploitation de Parkings à Saint-Étienne, concessionnaires de parkings publics,
- La Société Worex Distribution et la Société Labeye, sociétés de distribution de combustibles liquides et solides,
- La Société Commerciale des Fauvelles, qui possède des participations dans plusieurs sociétés de distribution de combustibles liquides et solides,
- La Société La Maison Blanche, propriétaire de fonds de commerce de stations-service,
- La Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales qui assure la gestion de cartes de crédit et de tickets-route.

- La Société Hôtelière de la Petite Campagne, qui exploite un immeuble destiné au logement du personnel de la raffinerie de Port-Jérôme.

Les renseignements concernant les activités de ces filiales figurent à la suite de ce rapport.

Aspects financiers

Les recettes totales hors taxes et hors dividende Esso REP se sont élevées à F 16 401 millions dont F 11 582 millions de chiffre d'affaires commercial hors taxes, F 4 682 millions d'autres recettes y compris les transactions compensées et F 137 millions de produits financiers et accessoires.

Les charges d'exploitation ont atteint F 15 825 millions; elles comprennent F 339 millions de dotation aux amortissements.

La valeur des stocks a baissé de F 506 millions dont 245 millions sont dus à la dépréciation du dollar et le complément à une baisse conjoncturelle du niveau des stocks en fin d'année.

Le résultat du compte d'exploitation hors dividende reçu d'Esso REP est donc de F 70 millions.

Le solde des pertes et profits divers est un gain de F 56 millions incluant notamment F 39 millions d'effet de change dû à la baisse du dollar. La provision pour fluctuation des cours dont la dotation avait dû être limitée dans le passé à cause de l'insuffisance des résultats a été complétée de F 110 millions. Compte tenu d'un impôt sur les plus-values de cession de l'exercice de F 2 millions, le résultat des activités propres à Esso SAF s'est donc élevé à F 14 millions.

Le résultat net global, avec le dividende reçu d'Esso REP (F 72 millions) est de F 86 millions.

Les besoins totaux de financement ont été de F 912 millions constitués par :
- les dépenses d'investissements pour F 301 millions,
- les apports d'immobilisations provenant de la liquidation partage de trois sociétés filiales pour F 41 millions,
- l'augmentation des valeurs réalisables et disponibles de F 512 millions,
- et le dividende payé en 1978 de F 58 millions.

Ces besoins ont été financés par :
- la marge brute d'autofinancement de F 534 millions,
- la diminution de la valeur des stocks de F 506 millions,
- des ressources diverses de F 30 millions provenant essentiellement de retraits d'immobilisations et autres valeurs immobilisées.

L'excédent des ressources sur les besoins, dû en particulier à une baisse conjoncturelle du niveau des stocks en fin d'année, a permis une diminution de l'endettement qui a été ramené à F 4 150 millions, soit une baisse de F 158 millions par rapport à fin 1977.

La Loi de Finances pour 1979 ayant permis de repousser d'un an la réévaluation légale des bilans, la Société n'a pas procédé à cette opération à fin 1978.

Résultats

Les comptes de résultats et le bilan, établis au 31 décembre 1978 vous sont présentés en annexe.

Ils font apparaître un bénéfice de	F 86,1 millions
Il vous sera proposé de lui donner l'affectation suivante :	
– réserve spéciale des plus-values à long terme	F 9,2 millions
– réserves facultatives	F 5,3 millions
– dividende	F 71,5 millions
– report à nouveau	F 0,1 millions
Total	F 86,1 millions
Pour chacune des 11 917 960 actions de F 50 de nominal, le dividende net ressort à :	F 6,00
auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de :	F 3,00
soit un revenu global de	F 9,00

Conformément aux dispositions légales, nous vous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices.

Exercice	Nombre d'actions	Dividende net par action	Avoir fiscal	Revenu global
1975	11 917 960	F 3,50	F 1,75	F 5,25
1976	11 917 960	F 3,73	F 1,865	F 5,595
1977	11 917 960	F 4,90	F 2,45	F 7,35

Le mandat des administrateurs venant à expiration chaque année, lors de l'Assemblée Générale Ordinaire, nous vous demandons de bien vouloir leur donner quitus de leur gestion pour l'exercice 1978, puis de procéder aux élections au Conseil d'Administration.

Monsieur Henri Lamaison, Président-Directeur Général, ayant atteint l'âge normal de départ de la société, a exprimé son désir de ne plus exercer de fonctions de direction active après la présente Assemblée Générale. M. Lamaison a marqué de son dynamisme les différents postes de responsabilité qui lui ont été successivement confiés au sein de notre société, avant d'en être appelé à la présidence en 1973. Dans des circonstances particulièrement difficiles pour notre industrie, il y a joué un rôle éminent qui lui a mérité toute notre reconnaissance. Nous tenons en votre nom à lui adresser un hommage très spécial. En tant que membre de votre Conseil d'Administration, M. Lamaison continuera à nous faire bénéficier de sa précieuse expérience.

Le Conseil d'Administration

données financières

Résumé des résultats d'Esso SAF en 1978

	millions de Francs	
Chiffre d'affaires commercial hors taxes	11 582	
Autres recettes, y compris transactions compensées	4 682	
Produits financiers et accessoires (hors dividende Esso REP)	137	
• Recettes totales hors taxes et hors dividende Esso REP		16 401
Achats de l'exercice	8 352	
Autres charges, y compris transactions compensées	7 134	
Dotation aux amortissements	339	
• Charges d'exploitation globales		– 15 825
• Diminution de la valeur des stocks		– 506
• Résultat du Compte d'Exploitation avant dividende Esso REP		70
• Pertes et Profits divers		56
• Dotation à la provision pour fluctuation des cours des matières premières		– 110
• Impôt sur les sociétés		– 2
• Résultat propre aux activités d'Esso S.A.F.		14
• Dividende reçu d'Esso REP		72
• Profit net		86

Dépenses d'immobilisations millions de F	**1973**	**1974**	**1975**	**1976**	**1977**	**1978**
raffinage et laboratoires	258,6	70,5	48,0	38,5	61,8	173,3
distribution et transports intérieurs	98,4	75,5	55,3	57,9	90,4	111,4
transports maritimes	282,7	136,8	192,5	13,6	54,1	12,2
administratif	3,6	1,0	2,1	11,3	1,6	3,6
Total Esso S.A.F.	643,3	283,8	297,9	121,3	207,9	300,5**
G.I.E. Esso Energie* (part Esso S.A.F.)	–	34,1	45,6	7,7	2,6	1,5
Total	**643,3**	**317,9**	**343,5**	**129,0**	**210,5**	**302,0**

* Le G.I.E. Esso Energie a été constitué entre Esso S.A.F., Esso Chimie et SOCABU pour doter les installations de ces trois sociétés à Port-Jérôme d'une centrale moderne de génération de vapeur et d'électricité. Esso S.A.F. a contribué au financement de ce projet dans la proportion de la capacité de production nette d'énergie qu'elle a souscrite (59,3 %).
** non compris 40,9 MF d'immobilisations provenant de la liquidation-partage de trois sociétés filiales.

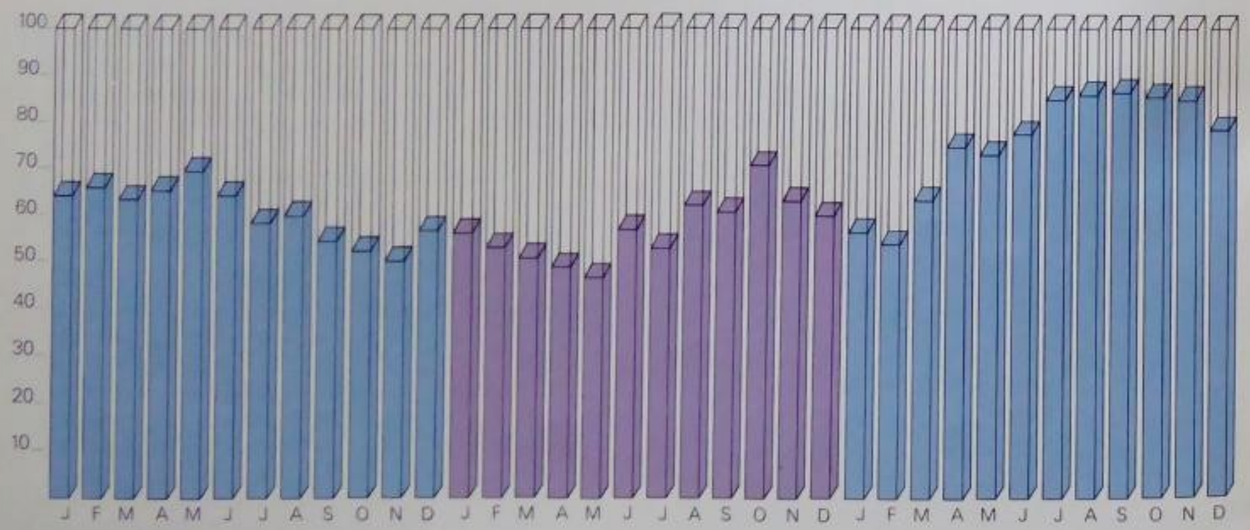
Analyse financière et coefficients millions de F	**1974**	**1975**	**1976**	**1977**	**1978**
A. immobilisations	4 192	4 335	4 394	4 563	4 811
B. amortissements	2 045	2 565	2 930	3 165	3 419
C. immobilisations (valeur nette) (A – B)	2 147	1 770	1 464	1 398	1 392
D. autres valeurs immobilisées	367	374	336	335	315
E. actif immobilisé (C + D)	2 514	2 144	1 800	1 733	1 707
F. valeurs d'exploitation	2 244	2 374	2 972	3 234	2 728
G. valeurs réalisables à court terme et disponibles	1 527	1 457	1 633	1 789	2 301
H. actif circulant (F + G)	3 771	3 831	4 605	5 023	5 029
I. **actif total** (E + H)	6 285	5 975	6 405	6 756	6 736
J. capitaux propres, réserves et provisions	2 174	2 039	2 238	2 448	2 586
K. dettes à long terme	1 203	1 206	991	879	655
L. dettes à court terme	2 908	2 730	3 176	3 429	3 495
M. **passif total** (J + K + L)	6 285	5 975	6 405	6 756	6 736
N. fonds de roulement (H – L)	863	1 101	1 429	1 594	1 534
O. chiffre d'affaires commercial hors taxes	7 953	8 185	10 048	10 970	11 582
P. **résultats nets**	–	45	99	58	86
Q. marge brute d'autofinancement					
• variation des stocks incluse	927	567	679	533	534
• corrigée de la variation des stocks	– 344	437	81	271	1 040
1. liquidité $\frac{H}{L}$	1,30	1,40	1,45	1,46	1,44
2. marge nette (hors taxes) $\frac{100 \times P}{O}$	–	0,55	1,00	0,53	0,74
3. endettement total $\frac{K + L}{M}$	0,65	0,66	0,65	0,64	0,62
4. rentabilité $\frac{100 \times P}{J}$	–	2,21	4,42	2,37	3,33

Évolution du cours de l'action d'Esso S.A.F.

premier cours du terme le jour de la liquidation

Cours de l'action Esso au 26 avril 1979 F 103

	1976	**1977**	**1978**
rendement de l'action	10,1 %	12,1 %	11,5 %
dividende par action (avoir fiscal compris)	5,595	7,35	(proposé) 9,00
cours réel (dernière liquidation de l'année)	55,50	60,50	78,60



Résultats financiers au cours des cinq derniers exercices	**1974**	**1975**	**1976**	**1977**	**1978**
1. Situation financière en fin d'exercice					
a) capital social	595 898 000	595 898 000	595 898 000	595 898 000	595 898 000
b) nombre d'actions émises	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960
– actions détenues par :					
– Exxon Corp./Gulf Oil Corp. (81.55 %)	9 718 885	9 718 885	9 718 885	9 718 885	9 718 885
– Autres (18.45 %)	2 199 075	2 199 075	2 199 075	2 199 075	2 199 075
c) nombre d'obligations convertibles en actions	–	–	–	–	–
2. Résultat global des opérations effectives					
a) chiffre d'affaires hors taxes (milliers de F)					
– transactions compensées exclues	8 300 798	8 571 382	10 492 053	11 415 736	12 019 138
– transactions compensées incluses	10 724 411	11 313 961	14 129 937	16 025 201	16 264 001
b) bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	936 001 399	592 808 712	723 753 998	547 803 328	554 087 343
c) impôts sur les bénéfices	7 635 204	13 062 312	45 843 955	505 186	1 893 340
d) bénéfice après impôts, amortissements et provisions	–	44 807 695	99 517 475	58 243 950	86 108 201
e) montant des bénéfices distribués*	35 753 880	41 712 860	44 453 991	58 398 004	71 507 760
3. Résultats des opérations réduit à une seule action					
a) bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	77,90	48,64	56,88	45,92	46,33
b) bénéfice après impôts, amortissements et provisions	–	3,76	8,35	4,89	7,23
c) dividende versé à chaque action avec avoir fiscal*	4,50	5,25	5,595	7,35	9,00
4. Personnel					
a) nombre de salariés	4 699	4 591	4 538	4 582	4 598
b) montant de la masse salariale	354 387 000	390 253 000	404 984 000	440 627 000	492 440 000
c) montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	87 911 000	100 907 000	139 318 000	158 509 000	179 959 000

* pour l'exercice 1978, il s'agit du montant dont la distribution est proposée par le conseil d'administration.

Analyse du chiffre d'affaires	**1976**		**1977**		**1978**	
	millions de francs	%	millions de francs	%	millions de francs	%
gaz liquéfiés	248,6	2,5	260,5	2,4	288,6	2,5
carburants auto	2 585,0	25,7	2 892,6	26,4	3 024,4	26,1
pétrole, essence aviation et carburéacteur	338,1	3,4	393,6	3,6	433,3	3,7
gazole	794,8	7,9	981,6	8,9	1 226,7	10,6
fuel domestique	2 313,6	23,0	2 469,8	22,5	2 616,6	22,6
fuels léger et lourds	1 820,8	18,1	2 048,5	18,7	1 940,4	16,8
lubrifiants	545,2	5,4	623,5	5,7	698,5	6,0
bitumes et émulsions	279,5	2,8	270,3	2,4	292,2	2,5
autres produits	1 122,4	11,2	1 029,6	9,4	1 061,0	9,2
chiffre d'affaires commercial hors taxes	10 048,0	100,0	10 970,0	100,0	11 581,7	100,0
prestations de service hors taxes	444,1		445,8		437,4	
chiffre d'affaires hors taxes, transactions compensées exclues	10 492,1		11 415,8		12 019,1	
transactions compensées avec d'autres sociétés pétrolières	3 637,9		4 609,4		4 244,9	
chiffre d'affaires hors taxes, transactions compensées incluses	14 130,0		16 025,2		16 264,0	
taxe intérieure	3 203,1		4 182,7		5 366,4	
chiffre d'affaires, taxe intérieure comprise, hors T.V.A.	17 333,1		20 207,9		21 630,4	

filiales et participations

Filiales **au 31.12.78**

Société Esso de Recherches et d'Exploitation Pétrolière Esso REP –
Capital : F 35 100 00 - Participation : 88,98 %.
Activités : recherches et exploitation de tous gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux.
La production a atteint 718 906 t de pétrole brut et 31,79 millions de m³ de gaz en 1978. Le bénéfice net après impôt sur les sociétés ressort à F 143,8 millions en 1978.

Worex Distribution - WD. –
Capital : F 4 919 300 - Participation : 98,89 %.
Activités : distribution de combustibles liquides et solides et de matériels thermiques et sanitaires.
En 1978 son chiffre d'affaires h.t. a atteint F 1 096 millions dont F 992 millions correspondant à des ventes de produits pétroliers.

Labeye et Cie –
Capital : F 3 234 000 - Participation : 79,59 %.
Activités : distribution de combustibles liquides et solides.
Pour le dernier exercice, son chiffre d'affaires h.t. a atteint 123,2 millions.

Office Privé d'Assurances et de Courtages O.P.A.C. –
Capital : F 200 000 - Participation : 98,50 %.
Activités : négociation et gestion de contrats d'assurances garantissant les risques des sociétés du groupe Esso en France et de leur personnel.
L'O.P.A.C. gère environ 25 000 contrats. Les courtages reçus en 1978 représentent F 4 millions.

Société d'Exploitation du Parking de la place d'Anvers – SEPPA –
Capital : F 800 000 - Participation : 87,18 %.
Activités : exploitation d'un parc public de stationnement d'automobiles situé sous la place d'Anvers à Paris.
Immobilisations : F 2,7 millions.

Société d'Exploitation de Parkings – à Saint-Étienne – SEPSE –
Capital : F 3 000 000 - Participation : 94,92 %.
Activités : exploitation d'un parc public de stationnement d'automobiles situé à Saint-Étienne.
Immobilisations : 5,6 millions.

Société Immobilière Paris-Niel –
Capital : F 348 000 - Participation : 99,72 %.
Activités : location de stations-service.
Immobilisations : F 6,8 millions.

Société Commerciale des Fauvelles –
Participation dans des sociétés de distribution de combustibles
Capital : F 4 740 000 - Participation : 97,45 %.

Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales –
Capital : F 100 000 - Participation : 85,5 %.
Activités : gestion de cartes de crédit et tickets-route.

Société Hôtelière de la Petite Campagne –
Capital : F 20 000 - Participation : 95 %.
Activités : exploitation d'un hôtel destiné au logement du personnel de la raffinerie de Port-Jérôme.

Société la Maison Blanche –
Capital : F 120 000 - Participation : 70,17 %.

Autres principales participations

Société de la Raffinerie de Lorraine –
Exploitation d'une raffinerie à Hauconcourt.
Participation : 40 %.

Société du Pipe-line de la Raffinerie de Lorraine –
Exploitation de pipe-lines pour l'approvisionnement en pétrole brut de la raffinerie d'Hauconcourt.
Participation : 40 %.

Raffinerie du Midi –
Exploitation de dépôts de produits pétroliers en France.
Participation : 33,33 %.

Dépôts de Pétrole Côtiers –
Exploitation de dépôts de produits pétroliers en France.
Participation : 21,20 %.

Société Havraise de Manutention de Produits Pétroliers –
Réception, stockage et réexpédition de fuel et gazole.
Participation : 15,40 %.

Société du Pipe-line Méditerranée-Rhône –
Exploitation de pipe-lines de produits pétroliers des raffineries de la Méditerranée à la Vallée du Rhône.
Participation : 14,17 %.

Société de Transports Pétroliers par Pipe-lines (TRAPIL) –
Exploitation de pipe-lines de produits pétroliers des raffineries de la Basse-Seine à la région parisienne.
Participation : 7,99 %.

Géomines-Caen –
Exploitation d'un stockage souterrain de produits pétroliers à May-sur-Orne.
Participation : 14 %.

Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) –
Construction et exploitation d'"Hydrant Systems" aux aéroports d'Orly et de Roissy.
Participation : 16,66 %.

Viafrance –
Travaux routiers et répandage de bitumes.
Participation : 44,78 %.

Filiales et participations francs	capital	réserves	quote-part du capital détenu (en %)	valeurs d'inventaire des titres détenus	prêts et avances consentis par la société et non remboursés	montant des cautions et avals fournis par la société	chiffre d'affaires du dernier exercice	bénéfice net (ou perte) du dernier exercice	dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A – Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital d'Esso S.A.F.									
1. Filiales (50 % au moins du capital détenu par Esso S.A.F.)									
– Esso REP	35 100 000	251 194 673	88,98	37 477 800	–	–	343 821 142	143 782 012	71 519 130
– S.C. des Fauvelles	4 740 000	10 786 632	97,45	15 702 513	3 708 586	–	–	461 395	–
– Worex Distribution	4 919 300	11 595 658	98,89	16 797 855	95 339 368	50 000	1 095 661 337	1 225 691	–
– Labeye et Cie	3 234 000	3 070 479	79,59	8 407 554	10 838 078	–	123 187 715	145 752	102 952
2. Participations (10 à 50 % du capital)									
– Viafrance	12 825 000	34 228 407	44,78	15 237 838	–	–	573 488 769	826 670	–
– Raffinerie du Midi	22 500 000	58 509 229	33,33	7 420 000	11 634 932	7 310 000	27 107 637	791 189	–
– Société du Pipe-line Méditerranée-Rhône	65 000 000	2 572 625	14,17	9 208 600	–	5 666 000	94 063 241	15 655 423	1 954 065
– Société de la Raffinerie de Lorraine	50 000 000	–	40,00	19 999 200	–	7 722 000	79 487 278	–	–
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations									
1. Filiales françaises				4 239 296	22 973 767	1 560 000			742 641
2. Participations dans les sociétés françaises				32 330 754	12 905 501	26 030 000			2 854 635

Station de Nuit, une émission Esso-RTL
De minuit à 5 heures du matin, une émission quotidienne patronnée par Esso, vient en aide aux automobilistes par l'intermédiaire du réseau de stations-service Esso. Sur un simple appel téléphonique au 16 (1) 720 22 11, l'automobiliste en difficulté peut être secouru par un réseau de 500 dépanneurs professionnels aux tarifs agréés. Cette nouvelle forme de publicité active a connu un grand succès en raison de son efficacité et de son caractère à la fois divertissant et utilitaire.

Jean-Pierre Nicolas au volant d'un coupé Peugeot 504 V6, de l'équipe Esso-Peugeot se dirige vers la victoire au Bandama, au terme d'une saison 78 qui le vit victorieux à l'East African Safary (Peugeot-Esso) et au Rallye de Monte-Carlo (Porsche Almeras).

exercice 1978 Esso S.A.F.

		francs
compte d'exploitation générale	**débit**	
	stocks au début de l'exercice	3 233 869 642.50
	achats	12 537 516 381.21
	frais de personnel	672 399 089.17
	impôts et taxes	5 545 310 279.80
	travaux, fournitures et services extérieurs	841 987 113.33
	transports	841 692 252.56
	frais divers de gestion	225 089 738.51
	frais financiers	175 236 086.78
	dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements des frais d'établissement	662 828.00
	dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements des immobilisations	337 974 865.50
	dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements des titres de participation	368 620.77
	dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation	12 798 963.16
	profit d'exploitation	142 485 932.52
	total	24 567 391 793.81
	crédit	
	stocks à la fin de l'exercice	2 728 233 017.42
	ventes de marchandises, produits finis et prestations de services (directement liées à l'activité pétrolière)	21 630 364 009.61
	ventes de déchets et ventes diverses	3 997 854.39
	ristournes, rabais et remises obtenus	135 000.00
	produits accessoires	76 062 696.65
	produits financiers	108 588 548.32
	travaux faits par l'entreprise pour elle-même, et travaux et charges non imputables à l'exercice	20 010 667.42
	total	24 567 391 793.81
compte de pertes et profits	**débit**	
	participation des salariés aux fruits de l'expansion	3 846 175.65
	pertes sur exercices antérieurs	1 727 870.33
	pertes exceptionnelles	7 339 499 60
	dotations de l'exercice aux comptes de provisions hors exploitation ou exceptionnelles	114 280 524.00
	impôts sur les bénéfices	1 893 339.89
	bénéfice net	86 108 201.28
	total	215 195 610.75
	crédit	
	profit d'exploitation	142 485 932.52
	pertes sur exercices antérieurs	8 934 610.15
	profits exceptionnels	63 094 685.10
	profits résultant de subventions d'équipement	680 382.98
	total	215 195 610.75

bilan au 31 décembre 1978 Esso S.A.F.

francs	actif	montant brut	amortissements dépréciations et plus-values réinvesties	montant net
valeurs immobilisées 1 706 567 527,55	**frais d'établissement**			
	prime de remboursement des obligations	**3 040 660,00**	**1 477 425,00**	**1 563 235,00**
	immobilisations			
	terrains	204 379 661,21	15 216 127,37	189 163 533,84
	constructions et ouvrages d'infrastructure	621 194 653,56	377 397 843,99	243 796 809,57
	installations complexes spécialisées	1 810 663 790,84	1 553 617 515,95	257 046 274,89
	matériel et outillage	379 048 873,56	237 282 426,65	141 766 446,91
	matériel de transport	1 330 373 584,22	1 030 318 430,48	300 055 153,74
	autres immobilisations corporelles	231 941 086,29	152 643 712,48	79 297 373,81
	pipe-line	59 051 773,90	46 233 408,63	12 818 365,27
	immobilisations incorporelles	27 003 156,16	6 117 484,35	20 885 671,81
	immobilisations en cours	147 508 475,56	–	147 508 475,56
	total	**4 811 165 055,30**	**3 418 826 949,90**	**1 392 338 105,40**
	autres valeurs immobilisées			
	prêts et autres créances à plus d'un an	108 638 301,94	–	108 638 301,94
	titres de participation	177 315 246,64	10 493 837,11	166 821 409,53
	dépôts et cautionnements	3 619 534,03	–	3 619 534,03
	compte de régularisation : actif à plus d'un an	33 586 941,65	–	33 586 941,65
	total	**323 160 024,26**	**10 493 837,11**	**312 666 187,15**
actif circulant 5 029 320 723,10	**valeurs d'exploitation**			
stocks 2 728 233 017,42	marchandises	13 203 907,27	114 248,31	13 089 658,96
	matières premières	1 236 826 000,00	–	1 236 826 000,00
	matières consommables	27 925 465,39	154 313,79	27 771 151,60
	produits finis	1 105 280 323,86	–	1 105 280 323,86
	produits en cours	334 786 171,00	–	334 786 171,00
	emballages commerciaux	10 479 712,00	–	10 479 712,00
	total	**2 728 501 579,52**	**268 562,10**	**2 728 233 017,42**
comptes de tiers 1 744 202 196,60	**valeurs réalisables à court terme ou disponibles**			
	fournisseurs, avances et acomptes versés	832 984,26	–	832 984,26
	clients	1 466 261 756,16	31 410 855,49	1 434 850 900,67
	autres débiteurs	237 825 491,36	2 341 154,19	235 484 337,17
	compte de régularisation : actif	73 033 974,50	–	73 033 974,50
comptes financiers 556 885 509,08	prêts à moins d'un an	18 247 513,57	–	18 247 513,57
	effets à recevoir	423 645 831,50	–	423 645 831,50
	chèques et autres valeurs à encaisser	30 849 283,73	–	30 849 283,73
	titres de placement	50,00	–	50,00
	banques et chèques postaux	83 551 770,12	–	83 551 770,12
	caisse	591 060,16	–	591 060,16
	total	**2 334 839 715,36**	**33 752 009,68**	**2 301 087 705,68**
	total général			**6 735 888 250,65**

avals, cautions, garanties et autres engagements donnés : 2 021 109 682,16
avals, cautions, garanties et autres engagements reçus : 1 298 809 157,60

passif	montant net	
capital propre et réserves		**patrimoine social et provisions assimilées 2 500 304 889,80**
capital social	595 898 000,00	
prime d'émission et de fusion	160 851 388,17	
réserve légale	59 589 800,00	
plus-values à long terme	25 860 489,83	
réserves facultatives	118 751 456,28	
réserve de renouvellement du stock indispensable	2 507 730,00	
total	**963 458 864,28**	
report à nouveau	–	
situation nette (avant résultats)	**963 458 864,28**	
provisions réglementées		
provision pour fluctuation des cours des matières premières	1 512 322 751,87	
provision pour investissement	13 205 325,26	
provision pour hausse des prix	4 410 044,00	
total	**1 529 938 121,13**	
subventions d'équipement reçues		
subventions reçues	5 108 435,00	
moins : subventions inscrites à pertes et profits	1 810 580,39	
différence	**3 297 854,61**	
provisions pour pertes et charges		
provision pour charges à répartir sur plusieurs exercices	**3 610 049,78**	
dettes à long et moyen terme		**passif envers les tiers 4 149 475 159,57**
emprunts à plus d'un an	650 876 713,83	
autres dettes à plus d'un an	3 868 239,05	
total	**654 744 952,88**	
dettes à court terme		
fournisseurs	249 736 322,91	
clients : avances et acomptes reçus sur commandes en cours	5 368 095,98	
autres créanciers	2 051 468 431,00	
compte de régularisation : passif	281 686 359,90	
emprunts à moins d'un an	78 740 429,54	
effets à payer	460 712 794,75	
banques créditrices	367 017 772,61	
total	**3 494 730 206,69**	
résultats : bénéfice de l'exercice	**86 108 201,28**	
total général :	**6 735 888 250,65**	

bilan consolidé au 31 décembre 1978

millions de francs	actif	montant brut	amortissements dépréciations et plus-values réinvesties	montant net
valeurs immobilisées 1 764,6	**frais d'établissement**			
	prime de remboursement des obligations	**3,0**	**1,4**	**1,6**
	immobilisations			
	terrains	205.0	15.2	189.8
	travaux souterrains et sondages	185.6	160.2	25.4
	constructions et ouvrages d'infrastructures	629.1	383.2	245.9
	installations complexes spécialisées	1 909.7	1 640.7	269.0
	matériel et outillage	385.2	242.3	142.9
	matériel de transport	1 332.5	1 031.9	300.6
	autres immobilisations corporelles	237.0	156.4	80.6
	pipe-line	84.8	71.7	13.1
	immobilisations incorporelles	27.0	6.1	20.9
	frais de recherches	68.2	68.2	–
	puits secs	36.5	36.5	–
	immobilisations en cours	198.1	–	198.1
	total	**5 298,7**	**3 812,4**	**1 486,3**
	autres valeurs immobilisées			
	prêts et autres créances à plus d'un an	110.0	–	110.0
	titres de participation	139.8	10.5	129.3
	dépôts et cautionnements	3.8	–	3.8
	compte de régularisation : actif à plus d'un an	33.6	–	33.6
	total	**287,2**	**10,5**	**276,7**
stocks 2 703,3	**valeurs d'exploitation**			
	marchandises	13.2	0.1	13.1
	matières premières (pétrole brut)	1 196.3	–	1 196.3
	matières consommables	40.8	0.2	40.6
	produits finis	1 105.3	–	1 105.3
	produits en cours	337.5	–	337.5
	emballages commerciaux	10.5	–	10.5
	total	**2 703,6**	**0,3**	**2 703,3**
comptes de tiers 1 750,5	**valeurs réalisables à court terme ou disponibles**			
	fournisseurs, avances et acomptes versés sur commandes	0.8	–	0.8
	clients	1 467.7	31.4	1 436.3
	autres débiteurs	242.7	2.4	240.3
	compte de régularisation : actif	73.1	–	73.1
comptes financiers 591,3	prêts à moins d'un an	50.6	–	50.6
	effets à recevoir	423.7	–	423.7
	chèques et autres valeurs à encaisser	30.8	–	30.8
	titres de placement	–	–	–
	banques et chèques postaux	85.5	–	85.5
	caisse	0.7	–	0.7
	total	**2 375,6**	**33,8**	**2 341,8**
	total général	**10 668,1**	**3 858,4**	**6 809,7**

avals, cautions, garanties et autres engagements donnés : 2 021,1
avals, cautions, garanties et autres engagements reçus : 1 299,5

Esso S.A.F. et Esso REP

	passif	montant net	
capitaux permanents 3570,1	**capital propre et réserves**		**patrimoine social et provisions assimilées 2 915,4**
	capital social	595.9	
	prime d'émission	164.9	
	réserve légale	62.7	
	plus-values à long terme	26.5	
	réserves facultatives	118.8	
	réserve de renouvellement du stock indispensable	3.9	
	réserve spéciale de réévaluation	6.2	
	total	**978,9**	
	report à nouveau	**234,3**	
	situation nette (avant résultats de l'exercice)	**1 213,2**	
	provisions réglementées		
	provision pour fluctuation des cours des matières premières	1 512.3	
	provision pour investissement	17.7	
	provision pour reconstitution des gisements	160.9	
	provision pour hausse des prix	4.4	
	total	**1 695,3**	
	subventions d'équipement reçues	**3,3**	
	provisions pour pertes et charges		
	provision pour charges à répartir sur plusieurs exercices	**3,6**	
	dettes à long terme		**passif envers les tiers 3 705,8**
	emprunts à plus d'un an	650.9	
	autres dettes à plus d'un an	3.8	
	total	**654,7**	
comptes de tiers 2 308,4	**dettes à court terme**		
	fournisseurs	267.2	
	clients : avances et acomptes reçus sur commandes en cours	5.4	
	autres créanciers	1 724.8	
	redevance sur production d'huile brute	5.1	
	compte de régularisation : passif	305.9	
comptes financiers 742,7	emprunts à moins d'un an	78.8	
	effets à payer	296.9	
	banques créditrices	367.0	
	total	**3 051,1**	
	résultats : bénéfice de l'exercice	141.1	
	intérêts minoritaires	47.4	
	total général	**6 809,7**	

exercice 1978 Esso S.A.F. et Esso REP consolidés

millions de francs

compte d'exploitation générale	**débit**	
	stocks au début de l'exercice	3 201,8
	achats	12 220,8
	frais de personnel	719,8
	impôts et taxes	5 567,8
	travaux, fournitures et services extérieurs	886,9
	transports	848,3
	frais divers de gestion	228,8
	frais financiers	141,8
	dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements des frais d'établissement	0,6
	dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements des immobilisations	364,3
	dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements des titres de participation	0,4
	dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation	12,8
	profit d'exploitation	341,5
	total	24 535,6
	crédit	
	stocks à la fin de l'exercice	2 703,3
	ventes de marchandises et produits finis, prestations de services, (directement liées à l'activité pétrolière)	21 650,5
	ristournes, rabais et remises obtenus ou à obtenir	0,1
	produits accessoires	84,8
	produits financiers	39,4
	travaux faits par l'entreprise pour elle-même et travaux et charges non imputables à l'exercice	57,5
	total	24 535,6
compte de pertes et profits	**débit**	
	participation des salariés	8,1
	pertes sur exercices antérieurs	1,7
	pertes exceptionnelles	8,0
	dotations de l'exercice aux comptes de provisions et d'amortissements hors exploitation ou exceptionnels :	
	– provision pour reconstitution des gisements	79,0
	– amortissements des charges d'exploration	104,7
	– autres dotations	115,6
	impôts sur les bénéfices	58,4
	bénéfice net consolidé :	
	– quote-part des actionnaires d'Esso S.A.F.	141,1
	– quote-part des intérêts minoritaires des tiers dans Esso REP	15,8
	total	532,4
	crédit	
	bénéfice d'exploitation de l'exercice	341,5
	profits sur exercices antérieurs	11,8
	provision pour reconstitution des gisements devenue disponible	115,2
	profits exceptionnels	63,2
	profits résultant de subventions d'équipement	0,7
	total	532,4

rapport des commissaires aux comptes

Mesdames, Messieurs,

En application des dispositions de l'article 157 de la loi sur les sociétés commerciales, nous avons l'honneur de vous rendre compte pour l'exercice clos le 31 décembre 1978 de la mission que vous avez bien voulu nous confier.

Toutes facilités nous ont été données pour effectuer nos vérifications. Celles-ci ont été conduites conformément aux diligences habituelles en la matière et ont comporté, outre les travaux au siège, un contrôle des opérations comptabilisées dans l'une des raffineries.

Les sondages auxquels nous avons procédé ne nous ont révélé aucune irrégularité ou inexactitude de nature à mettre en cause la sincérité des comptes sociaux.

Les documents soumis à votre approbation ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que ceux de l'exercice précédent.

Il convient toutefois de préciser les points suivants :

– La dotation aux comptes d'amortissement des immobilisations a été calculée en utilisant toutes les possibilités offertes par la réglementation fiscale ;

– Il en a été de même pour les dotations aux comptes de provisions pour fluctuation des cours et pour hausse des prix.

– L'emprunt de 48 millions de francs suisses, émis en 1966, a été remboursé par anticipation. Il s'ensuit la suppression, au passif du bilan, de la rubrique obligations à plus d'un an et la réduction corrélative de F 85 millions des dettes à long terme et de F 28 millions des emprunts à moins d'un an.

– A disparu également la rubrique avances reçues à long terme, le montant correspondant (MF 35) ayant été transféré dans le court terme.

Comme les années précédentes, nous vous présenterons une brève analyse de l'évolution de l'actif net et du fonds de roulement (en millions de francs).

Évolution de l'actif net

	1977	1978
actif total	6 756,3	6 735,9
dettes envers les tiers	4 308,0	4 149,5
	2 448,3	2 586,4

L'augmentation de l'actif net ressort à 138,1 MF et se traduit dans les comptes représentatifs des fonds propres et assimilés par les variations suivantes :

	augment.	diminut.
réserve plus-values long terme	3,2	
réserves facultatives		3,3
report à nouveau		0,1
provision fluctuation des cours	110,2	
provision pour investissement	1,0	
provision hausse des prix	1,4	
provision charges à répartir		2,1
bénéfice de l'exercice	27,8	
	143,6	5,5

Différence égale 138,1 MF.

Les variations des réserves et du report à nouveau découlent des décisions prises par votre Assemblée générale du 22 juin 1978 relatives à l'affectation des bénéfices de l'exercice 1977 ; celles des provisions et du bénéfice se réfèrent, par contre, à l'exploitation de l'exercice 1978.

En rapprochant l'augmentation de l'actif net (MF 138) de la diminution de MF 224 des dettes à long terme, on constate une réduction du financement par les capitaux permanents de l'ordre de MF 86.

Les valeurs immobilisées, à l'actif du bilan, étant elles-mêmes en diminution de MF 26, la différence correspond à un amenuisement du fonds de roulement, comme l'indiquent les chiffres ci-après.

Évolution du fonds de roulement

	1977	1978
valeurs d'exploitation	3 233,8	2 728,2
valeurs réalisables ou disponibles	1 789,7	2 301,1
	5 023,5	5 029,3
dettes à court terme	3 428,9	3 494,7
	1 594,6	1 534,6

La diminution du fonds de roulement 60 MF est mise en évidence dans le tableau des ressources et emplois de l'exercice :

- **Ressources**

cession ou retrait d'immobilisations	8,5
diminution autres valeurs immobilisées	20,8
dotation aux amortissements	339,0
dotation aux provisions pour fluctuation des cours, hausse des prix et investissement	114,8
reprise de provisions	(5,0)
bénéfice de l'exercice	86,1
	564,2

- **Emplois**

investissements en immobilisations	341,5
remboursements dettes long terme	224,3
dividende exercice 1977	58,4
	624,2

Excédent des emplois sur les ressources 60 MF financé par prélèvement sur le fond de roulement.

En ce qui concerne le compte de résultats, il ne nous paraît pas utile d'ajouter de nouveaux commentaires aux indications qui vous ont été fournies dans le rapport du Conseil d'Administration.

Nous avons pris connaissance de ce rapport et de ses annexes et avons vérifié la sincérité des informations données sur la situation financière et les comptes de la société.

Nous nous sommes d'autre part assurés que les prescriptions légales relatives au maintien de l'égalité entre actionnaires et à l'immobilisation des actions de garantie des administrateurs avaient été respectées.

Nous préciserons enfin qu'aucune prise de participations entrant dans le champ d'application de l'article 356 de la loi sur les sociétés commerciales n'a été réalisée en 1978.

En conclusion, à l'issue de nos contrôles, nous estimons pouvoir certifier la régularité et la sincérité de l'inventaire, du compte d'exploitation générale, du compte de pertes et profits et du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1978.

Le 28 avril 1979

Daniel Dudon André Amic
Commissaires aux comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

rapport spécial

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport prévu par l'article 103 alinéa 3 de la loi du 24 juillet 1966, relatif aux conventions visées par l'article 101 de la loi et à l'article 92 du décret du 23 mars 1967.

I. Conventions nouvelles

Nous avons reçu avis des conventions suivantes autorisées au cours de l'exercice 1978 ou concernant l'exercice 1978 :

1°) Avec Esso Chimie (Administrateurs concernés : MM. Ballet (jusqu'au 22 juin 1978), Chaperon, Kopff, Lamaison.)
– avenant au bail du 17 avril 1972 consenti à Esso Chimie pour un terrain à Marquette-lez-Lille ; révision triennale du loyer porté à F 48 160 à compter du 1er janvier 1978 (Conseil du 15 septembre 1978) ;
– renouvellement du bail du 17 avril 1975 concernant une parcelle du dépôt de Collonges-au-Mont d'Or ; loyer porté à F 87 500 à compter du 1er janvier 1979 (Conseil du 15 septembre 1978) ;
– avenant n° 3 à la convention d'entraide à Port-Jérôme du 4 mai 1976, modifiant les bases de répartition des frais afférents au réseau général de chauffe à compter du 1er janvier 1978 (Conseil du 17 novembre 1978) ;
– avenant n° 4 à ladite convention, en vue d'inclure le service commun d'hydrogène sulfuré dans le cadre de la convention d'entraide à compter du 1er janvier 1978 (Conseil du 19 janvier 1979) ;
– modification aux bases de facturation prévues au contrat de vente de produits pétroliers, applicable sur l'exercice 1978 (Conseil du 19 janvier 1979).

2°) Avec Esso REP (Administrateurs concernés : MM. Dubois (jusqu'au 22 juin 1978) et Kopff).
– renouvellement du bail de l'ensemble immobilier de Bègles pour une durée de 9 ans à compter du 27 mai 1978 (Conseil du 23 mars 1978).
Loyer 1978 : F 285 083 H.T.

3°) Avec Esso Europe Inc. (Administrateur concerné : M. Lamaison).
– convention de services prenant effet du 1er janvier 1978, provisoirement signée le 27 juin 1978 et modifiée le 29 décembre 1978, précisant les prestations fournies par Esso Europe Inc. à Esso S.A.F. et les modalités de remboursement (Conseils du 15 septembre 1978 et du 19 janvier 1979).
Montant payé en 1978 : F 16 904 111.

4°) Avec la Banque de Paris et des Pays-Bas (Administrateurs concernés : MM. Fabre et Rambaud).
– convention pour assurer le service de l'assemblée générale ordinaire du 22 juin 1978 (Conseil du 21 avril 1978).
Montant en 1978 : F 34 215.

II. Conventions anciennes qui se sont poursuivies en 1978.

1°) Avec Esso Chimie
– location des terrains "Pré Carré" et autres sis à Notre-Dame de Gravenchon, appartenant à Esso S.A.F. Loyer 1978 : F 852 440 ;
– location des trois parcelles de terrain de Collonges au-Mont d'or. Loyer 1978 : F 119 000 ;
– entraide administrative. Montant 1978 : F 8 318 529 H.T.
– services rendus par la Direction Générale des Ventes d'Esso S.A.F. en 1978 : F 229 341 ;
– entraide à Port-Jérôme pour la fourniture réciproque de services, produits non couverts par la convention de vente. Facturé en 1978 : F : 26 161 220 ;
– ventes réciproques de produits pétroliers et assimilés concernant l'exploitation de Port-Jérôme : F 855 213 507 par Esso S.A.F., F 255 942 541 par Esso Chimie ;
– achats d'additifs pour produits pétroliers : F 62 666 251 facturés à Esso S.A.F. ;
– recherche et développement. Montant 1978 : F 1 929 798 ;
– prêt à court terme du 18 avril 1967 modifié. Solde dû par Esso S.A.F. au 31 décembre 1978 : F 6 472 089. Intérêts sur avances de trésorerie : F 14 694 571 ;
– construction d'une unité de traitements soufrés ; intérêts du prêt facturés à Hoechst France en 1978 : F 830 550.

2°) Avec Esso REP
– entraide administrative. Montant 1978 : F 794 582 H.T. ;
– crédit consenti par Esso REP sur les reprises de brut. Montant au 31 décembre 1978 : F 163 812 795. Intérêts : F 12 803 486 ;
– avances de trésorerie au 31 décembre 1978 : F 356 096 500. Intérêts : F 20 806 461 ;
– ventes de pétrole brut d'Esso REP en 1978 : F 323 607 627 H.T. ;
– ventes de condensats d'Esso REP en 1978 : F 4 467 727.

3°) Avec la Société du Caoutchouc Butyl (SOCABU) (Administrateurs concernés : MM. Ballet et Chaperon.
– location de bureaux. Loyer 1978 : F 114 631 H.T.

4°) Avec la société Standard Kuhlmann (dissoute le 12 juin 1978). (Administrateurs concernés : MM. Ballet et Chaperon).
– entraide administrative. Montant 1978 : F 7 412 H.T.

5°) Avec Worex Distribution (Administrateur concerné: M. Rauzier (depuis le 22 juin 1978)).
– prêt du 1er octobre 1977. Solde au 31 décembre 1978 : F 10 millions. Intérêts reçus en 1978 : F 1 056 125 ;
– avances de trésorerie du 1er octobre 1977, plafond F 110 millions, taux : 10,10 %. Solde au 31 décembre 1978 : F 85 339 366. Intérêts reçus en 1978 : F 4 501 459 H.T.

6°) Enfin, nous rappellerons que, dans le cadre d'opérations considérées comme courantes et traitées à des conditions normales, votre société a continué de faire appel en 1978 à un pool bancaire comprenant la Banque de Paris et des Pays-Bas et la Banque de l'Union Européenne, aux conseils desquelles siègent des administrateurs communs, pour le financement de navires et l'obtention de crédits à long ou moyen terme.

Il appartient à votre Assemblée de statuer sur ces opérations.

Paris, le 30 mars 1979

André Amic — Daniel Dudon
Commissaires aux comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

les administrateurs d'Esso S.A.F.

Henri Lamaison
Président-Directeur Général
54, rue du Ranelagh
75016 Paris

Administrateur de :
Esso Europe Inc.,
Esso Africa Inc.,
Esso Chimie.

Louis Chaperon
Administrateur
28, rue Pauline-Borghèse
92200 Neuilly-s/Seine

Président de :
Esso Chimie,
Société du Caoutchouc Butyl (SOCABU).

Francis Fabre
Administrateur
75, rue de Grenelle
75007 Paris

Président de :
Union de Transports Aériens (U.T.A.),
Chargeurs Réunis,
Cie Maritime des Chargeurs Réunis.

Vice-Président de :
Société Navale Chargeurs Delmas-Vieljeux.

Administrateur de :
Eurafrance,
Cie Financière de Paris et des Pays-Bas,
Safic-Alcan,
Banque de Paris et des Pays-Bas,
Fiat,
Cie Financière Delmas-Vieljeux,
Club Méditerranée.

Jean Forgeot
Administrateur
80, bd Flandrin
75016 Paris

Président de :
Société Creusot-Loire.
Président d'Honneur de :
Société de Constructions Electromécaniques Jeumont-Schneider.

Vice-Président de :
Chrysler-France,
Schneider S.A.

Administrateur de :
ARBED,
Imprimerie Georges Lang,
Banque de l'Union Européenne,
Publicis,
Chargeurs Réunis,
Cie Financière de Creusot-Loire,
Electrorail,
Société des Bains de Mer de Monaco,
Cie Financière de Développement des Entreprises,
Sté Métallurgique et Navale Dunkerque-Normandie.

Michel Kopff
Administrateur
1, place Chancelier-Adenauer
75016 Paris

Administrateur de :
Esso REP.

Gustave Rambaud
Administrateur
31, avenue Georges Mandel
75016 Paris

Président de :
Banque de Paris et des Pays-Bas-Hollande.

Vice-Président de :
Société Pierrefitte-Auby,
Cie Industrielle Chiers-Châtillon,
Banque de Paris et des Pays-Bas,
Cie Financière de Paris et des Pays-Bas.

Administrateur-Directeur Général de :
Omnium de Participations Financières et Industrielles (O.PFI.)

Administrateur de :
Paribas-International S.A.
Banque de Paris et des Pays-Bas-Belgique,
Banque de Paris et des Pays-Bas-Suisse,
Fives-Cail Babcock,
Société Usinor,
Crédit du Nord,
Denain - Nord-Est Longwy,
Cie Industrielle et Financière Babcock-Fives,
Norsk Hydro,
Compagnie Bancaire,
Financière du Ruau,
Cockerill,
Frère-Bourgeois,
COBEPA,
Electrobel.

Jean Rauzier
Administrateur
5, avenue Curie
92370 Chaville

Administrateur de :
Worex Distribution,
Société Havraise de Manutention de Produits Pétroliers.

Membre du Conseil de Surveillance de :
Société A. Petit.